

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES EMIS EN NOVEMBRE ET DECEMBRE 2004

Directeur de la publication : Martine Marigeaud  
Rédacteur en chef : Catherine Meyer-Lereculeur  
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Pascal Fort, Claude Gardeur,  
Ernestine Gomis, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires juridiques  
Centre de documentation juridique et administrative  
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 •

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction de l'administration générale**

- Page 7 Décision du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant déclassement du domaine public de l'Etat (ministère de la culture et de la communication) et remise aux services des domaines de deux lots d'emplacements de voitures de l'ensemble immobilier sis 14/16, rue du Parc-Royal à Paris (3<sup>ème</sup>).

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 7 Circulaire n° 2004/025 du 24 novembre 2004 relative à la concertation entre services aménageurs et services régionaux de l'archéologie et à la perception de la redevance au titre de la réalisation d'infrastructures linéaires de transports.
- Page 16 Circulaire n° 2004/027 du 24 décembre 2004 relative à la manifestation Rendez-vous aux jardins le vendredi 3, le samedi 4 et le dimanche 5 juin 2005.

### **Délégation générale à la langue française et aux langues de France**

- Page 22 Note n° 2004/026 du 3 décembre 2004 pour une politique de la langue en région.

### **Réunion des musées nationaux**

- Page 25 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'application du tarif réduit au musée national Marc-Chagall à Nice.
- Page 25 Décision du 9 novembre 2004 relative au démontage de l'exposition *Picasso Ingres*.
- Page 25 Décision du 9 novembre 2004 relative aux Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique, Image et Science.
- Page 26 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec La Samaritaine.
- Page 26 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le théâtre de Chaillot.
- Page 26 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le théâtre du Rond-Point.

- Page 26 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le cinéma Le Balzac.
- Page 26 Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat entre la Société des courses de Compiègne et le musée national de Compiègne.
- Page 27 Décision du 9 novembre 2004 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2004/2005, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.
- Page 27 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux agents du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 27 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de Wanadoo sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 28 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de *Télérama* dans le cadre de l'opération «des fourmis dans les jambes» sur l'achat de la carte Sésame Duo et Sésame Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 28 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux détenteurs de la carte Côté Evasion sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 28 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux détenteurs de la carte Grand Voyageur de la SNCF sur l'achat de la carte Sésame Duo et Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 28 Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de *L'Estampille/L'Objet d'art* et à *Dossier de l'art* sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.
- Page 29 Décision du 6 décembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le cinéma Le Balzac.
- Page 29 Décision du 6 décembre 2004 relative à la participation du musée Magnin au passeport Loiroscope.
- Page 29 Décision du 20 décembre 2004 relative au tarif réduit du droit d'entrée au musée national Marc-Chagall à Nice.
- Page 29 Décisions du 20 décembre 2004 du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux.
- Page 32 Décision du 28 décembre 2004 relative à la carte Sésame.
- Page 32 Décision du 28 décembre 2004 relative à un partenariat entre la SMEREP et la carte Sésame.

### **Centre des monuments nationaux**

- Page 33 Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 9-2004 du 1<sup>er</sup> novembre 2004 portant délégation de signature.
- Page 33 Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 7-2004 du 19 novembre 2004 portant délégation de signature.
- Page 34 Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 6-2004 du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant délégation de signature.

### **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- Page 35 Décision n° 689-N du 14 décembre 2004 portant délégation de signature.
- Page 40 Décision n° 523 du 17 décembre 2004 portant nomination.
- Page 41 Décision n° 595 du 20 décembre 2004 portant affectation.
- Page 41 Décision n° 596 du 20 décembre 2004 portant affectation.

### **Institut national de recherches archéologiques préventives**

- Page 41 Décision du 17 novembre 2004 relative au site Internet de l'INRAP dans le cadre duquel sont mis en œuvre des traitements automatisés d'informations nominatives.

### **Manufacture nationale de Sèvres**

- Page 42 Décision du 6 décembre 2004 relative aux remises consenties sur les prix de vente des productions de la manufacture nationale de Sèvres.

## **Mesures d'information**

- Page 44 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 54 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 58 Règlement particulier du 10 novembre 2004 applicable aux visiteurs du musée national de la Renaissance.
- Page 62 Dérogations au délai vidéo.
- Page 63 Bulletin d'abonnement.



# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

**Décision du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant déclassement du domaine public de l'Etat (ministère de la culture et de la communication) et remise aux services des domaines de deux lots d'emplacements de voitures de l'ensemble immobilier sis 14/16, rue du Parc-Royal à Paris (3<sup>ème</sup>).**

Le ministre de la culture et de la communication,  
Vu le code du domaine de l'Etat,  
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication,  
Vu l'arrêté du 6 avril 2004 portant délégation de signature à Mme Martine Marigeaud, directrice de l'administration générale,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont déclassés du domaine public de l'Etat (ministère de la culture et de la communication) et remis aux services des domaines, deux lots d'emplacements de voitures dans l'ensemble immobilier sis 14/16, rue du Parc Royal à Paris (3<sup>ème</sup>), ainsi désignés :

- Lot 99/100, bâtiment X, escalier L, au 3<sup>ème</sup> sous-sol, deux emplacements de voitures, n° 17 et n° 18 représentant les 37/100 000<sup>èmes</sup> des parties communes générales et les 22/10 000<sup>èmes</sup> des parties communes spéciales ;

- Lot 229/230, bâtiment X, escalier B, au 2<sup>ème</sup> sous-sol, deux emplacements de voitures, n° 104 et n° 106 représentant respectivement les 49/100 000<sup>èmes</sup> et les 42/100 000<sup>èmes</sup> des parties communes générales.

**Art. 2.** - Ces deux lots d'emplacements de parkings actuellement inscrits au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 754-03046 feront l'objet de la mutation correspondante.

**Art. 3.** - La directrice de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour la directrice de l'administration générale :  
La directrice adjointe,  
Sylviane Tarsot-Gillery

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Circulaire n° 2004/025 du 24 novembre 2004 relative à la concertation entre services aménageurs et services régionaux de l'archéologie et à la perception de la redevance au titre de la réalisation d'infrastructures linéaires de transports.**

Le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer (direction des routes - direction des transports terrestres),

Le ministre de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du patrimoine)

à

Madame et messieurs les préfets de région,  
Mesdames et messieurs les préfets de département,  
Mesdames et messieurs les directeurs régionaux et départementaux de l'équipement,  
Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles.

L'archéologie préventive a été définie par la loi du 17 janvier 2001 modifiée par les lois du 1<sup>er</sup> août 2003 et du 9 août 2004, à présent codifiée au livre V du code du patrimoine, et précisée par le décret d'application du 3 juin 2004.

Le dispositif actuel instaure le principe de l'archéologie préventive sur l'ensemble du territoire et s'accompagne d'un double système de financement :

- d'une part une redevance pour la réalisation de diagnostics due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux soumis à autorisation préalable en application du code de l'urbanisme ou donnant lieu à étude d'impact en application du code de l'environnement,

- d'autre part un paiement direct par les aménageurs des fouilles prescrites sur l'emprise des travaux qu'ils réalisent.

Les opérations d'archéologie préventive sont prescrites par le préfet de région et leur mise en œuvre est assurée par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), créé le 1<sup>er</sup> février 2002, ainsi

que par les services archéologiques des collectivités locales ou d'autres organismes agréés.

La circulaire n° 2003/019 du 5 novembre 2003 a déterminé d'une façon générale les modalités d'application de la redevance d'archéologie préventive. Or, des difficultés d'application sont apparues pour les infrastructures linéaires de transport, ce qui a conduit les services de la culture (DAPA) et de l'équipement (DR et DTT) à mieux définir ces modalités.

La présente circulaire avec son instruction jointe a pour objectifs d'une part d'organiser la concertation entre les aménageurs maîtres d'ouvrage d'infrastructures linéaires de transport et les services déconcentrés de l'archéologie tout au long du processus d'élaboration d'un projet d'infrastructure linéaire de transport, et d'autre part de préciser les modalités de perception de la redevance.

Le dispositif décrit concerne les projets de travaux réalisés par les services déconcentrés du ministère de l'équipement pour les routes nationales, Réseau ferré de France pour le réseau ferré national, Voies navigables de France pour les voies navigables d'intérêt national, les sociétés concessionnaires d'autoroutes pour les autoroutes concédées, les concessionnaires ou les gestionnaires pour les chemins de fer secondaires d'intérêt général.

Les DRAC sont désignées comme les interlocuteurs privilégiés des aménageurs pour la concertation relative à l'archéologie préventive.

Cette concertation s'inscrit dans un processus d'élaboration progressif et continu des études de l'infrastructure linéaire marqué par le développement des échanges et des relations entre les services. Elle prévoit des étapes de consultation obligatoire des services déconcentrés de l'archéologie afin de leur permettre de formuler leurs observations et de hiérarchiser progressivement les contraintes archéologiques.

Enfin, les modalités de perception de la redevance, notamment la définition de l'assiette et du fait générateur de la redevance pour les infrastructures linéaires de transport, sont précisées.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire du ministère de la culture du 7 novembre 1995. Elle fournit en particulier aux DRE/DDE des éléments à prendre en compte pour l'élaboration des projets concernant le réseau routier national, en les encourageant à se rapprocher en amont des services déconcentrés de la culture. Elle constitue par ailleurs pour les DRAC une occasion d'informer les autres

maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre susceptibles de réaliser des projets d'infrastructures linéaires de ces dispositions relatives à la concertation et à la perception de la redevance.

Vous voudrez bien rendre compte sous le timbre de la direction de l'architecture et du patrimoine (MCC/DAPA) des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de cette circulaire. Vous adresserez copie de vos observations à la direction des routes (METATTM/DR) pour ce qui concerne le réseau routier national, et à la direction des transports terrestres (METATTM/DTT) pour ce qui concerne le réseau ferroviaire et les voies navigables.

Pour le ministre de l'équipement, des transports,  
de l'aménagement du territoire, du tourisme  
et de la mer et par délégation :

Le directeur des routes,  
Patrice Parisé

Le directeur des transports terrestres,  
Patrice Raulin

Pour le ministre de la culture et de la communication  
et par délégation :

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

## **Instruction jointe à la circulaire n° 2004/025 du 24 novembre 2004 relative à la concertation entre services aménageurs et services régionaux de l'archéologie et à la perception de la redevance au titre de la réalisation d'infrastructures linéaires de transports.**

### **I. La coopération entre les aménageurs et les services d'archéologie**

Cette partie constitue le texte sectoriel de référence de la concertation entre administrations telle que prévue par la circulaire du Premier ministre du 5 octobre 2004 applicable aux projets de travaux, d'aménagements et d'ouvrages de l'Etat et des collectivités territoriales.

#### **I.1 Les principes de la prise en compte de l'archéologie dans la réalisation des projets d'infrastructures linéaires**

La DRAC, interlocuteur privilégié

La concertation étroite avec la DRAC-Service régional de l'archéologie, le plus en amont possible, est primordiale, dans la mesure où le service régional d'archéologie détient nombre d'éléments utiles à connaître dès le début des études et prépare les prescriptions éventuelles du préfet de région. Par ailleurs, ce service est en relation avec l'INRAP et les autres opérateurs ayant obtenu un agrément de



l'Etat. Toutes les opérations d'archéologie, diagnostics et fouilles, se font sous le contrôle scientifique et technique de la DRAC-Service régional d'archéologie.

Les opérations de diagnostic sont réalisées par l'INRAP ou par les services agréés d'archéologie des collectivités. Les opérations de fouilles sont réalisées sous la responsabilité des aménageurs, qui en choisissent l'opérateur.

La concertation avec la DRAC doit permettre aux aménageurs de mieux définir, à chaque étape du projet, les orientations qu'il convient d'adopter face aux enjeux d'archéologie préventive et d'aménagement du territoire.

La progressivité de la concertation et la formalisation des phases d'études

La mise en place d'un processus progressif permet de convenir, à des moments définis, d'options claires et de prévoir le plus tôt possible les dispositions nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif d'archéologie préventive. La formalisation de la concertation aux différents stades de l'étude garantit que les intérêts en présence ont bien été pris en compte. Elle comprend notamment des points de consultation obligatoires.

La hiérarchisation des contraintes archéologiques

Les questions d'archéologie doivent être, à chaque étape des études d'infrastructures linéaires, traitées avec le degré de finesse adapté à leur échelle.

Cette adéquation des études archéologiques et des études d'infrastructures à l'avancement des étapes et processus d'élaboration est un objectif partagé des aménageurs et des services de l'archéologie.

Il incombe donc à l'aménageur de recueillir les informations nécessaires à la prise en compte de l'archéologie.

Il appartient également à la DRAC de transmettre, dans le fuseau d'étude spécifié par le maître d'ouvrage, les informations dont elle dispose :

- les sites et indices de sites archéologiques tels que figurant à la carte archéologique nationale (base de données Patriarche). Les données sont présentées sous forme cartographique et peuvent, le cas échéant, être accompagnées d'un inventaire simplifié ;
- les secteurs de sensibilité archéologique, dans le cas où l'état des connaissances le permet. Les données sont présentées sous forme cartographique ;
- la hiérarchie des sites, indices de sites et secteurs identifiant les contraintes archéologiques pour l'aménagement projeté.

## I.2 Les étapes et le processus d'élaboration

I.2.1 Les études générales relatives à l'opportunité des projets d'infrastructures (débat public, documents de planification des infrastructures...)

A ce stade très amont, il n'y a *a priori* pas de dispositions particulières à mettre en œuvre pour intégrer des contraintes archéologiques. Il convient néanmoins de rechercher l'évitement des grands sites archéologiques recensés par les DRAC.

I.2.2 Les études préliminaires

Les études préliminaires s'effectuent sur une aire d'étude large et ont pour objectif le choix d'un fuseau d'étude pour le passage de l'infrastructure. C'est l'étape où s'opèrent des choix fondamentaux sur les fonctions de l'infrastructure et les partis de tracé à retenir.

A ce stade, l'ensemble des sites archéologiques connus dans la zone étudiée doivent être signalés par la DRAC aux aménageurs. En particulier seront délimités les secteurs de forte sensibilité archéologique ainsi que les sites à éviter.

La DRAC fournit aux aménageurs les données et enjeux archéologiques dans l'aire d'étude en les hiérarchisant et en indiquant les points géographiques ou thématiques qui méritent une attention particulière dans la suite des études.

Les études préliminaires peuvent également être mises à profit pour améliorer la connaissance archéologique des zones traversées par le biais de travaux spécifiques et complémentaires. Ces travaux viseraient à préciser les éléments de connaissance des sites et indices de sites connus ou à identifier de nouveaux sites (prospections aériennes, prospections pédestres, études géophysiques, carottages).

En accord entre l'aménageur et les services de l'archéologie, des sondages archéologiques ponctuels et ciblés sur des sites connus et considérés comme particulièrement sensibles peuvent être réalisés, en amont des opérations archéologiques préventives. Ces études à caractère facultatif ne s'inscrivent pas dans le champ de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 et doivent, de ce fait, trouver des voies de financement spécifiques.

Avant l'achèvement de l'étude préliminaire, la DRAC-Service régional de l'archéologie est consultée pour donner son avis sur l'étude préliminaire qui lui aura été transmise au moins un mois auparavant. Dans les cas les plus délicats, une réunion peut être organisée à la demande de l'aménageur ou des services de l'archéologie. Ses conclusions font alors l'objet d'un compte rendu rédigé par le maître d'ouvrage auquel

sont annexées, le cas échéant, les observations des services d'archéologie.

Ces dispositions satisfont au premier point de consultation obligatoire.

### I.2.3 Les études d'avant-projet sommaire (APS)

Les études d'avant-projet sommaire se font dans une aire d'étude inscrite dans le fuseau choisi à l'issue des études préliminaires. Elles ont pour objectif le choix d'une bande de largeur plus restreinte pour le passage de l'infrastructure (300 mètres pour les routes, 500 mètres pour les voies ferrées et les voies navigables). Elles précisent la conception et la justification des opérations définies par l'étude préliminaire et préparent le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

A ce stade, la concertation entre l'aménageur et la DRAC doit permettre d'identifier les secteurs les plus sensibles dans le fuseau retenu à l'issue des études préliminaires.

En accord entre l'aménageur et les services de l'archéologie, des sondages archéologiques ponctuels et ciblés visant à améliorer la connaissance des sites, indices de sites ou secteurs archéologiques sur des sites connus et considérés comme particulièrement sensibles peuvent être réalisés, en amont des opérations archéologiques préventives de diagnostic. Ces études à caractère facultatif ne s'inscrivent pas dans le champ de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 et doivent, de ce fait, trouver des voies de financement spécifiques.

Avant l'achèvement de l'étude d'avant-projet sommaire, la DRAC-Service régional de l'archéologie est consultée pour donner son avis sur l'étude d'avant-projet sommaire qui lui aura été transmise au moins deux mois auparavant. Dans les cas les plus délicats, une réunion peut être organisée à la demande de l'aménageur ou de l'archéologie. Ses conclusions font alors l'objet d'un compte rendu rédigé par le maître d'ouvrage auquel sont annexées, le cas échéant, les observations des services d'archéologie.

Ces dispositions satisfont au deuxième point de consultation obligatoire.

Les informations recueillies à ce stade servent de base à la rédaction de la partie archéologie du volet patrimoine de l'étude d'impact.

Dans les cas où le projet nécessite la réalisation d'une enquête publique, la concertation interadministrative en phase d'élaboration du dossier d'enquête publique peut encore permettre à la DRAC de formuler des observations. Compte tenu du processus de concertation mis en place depuis le début des études,

il ne devrait plus y avoir de difficultés majeures à ce stade.

A l'issue de cette phase de concertation, la DRAC informe tous les opérateurs de fouilles potentiels du parti d'aménagement et du calendrier de réalisation envisagés pour le projet d'infrastructure, afin qu'ils s'organisent pour intégrer dans leur planning les opérations de fouilles qu'ils pourraient être amenés à traiter sur le projet.

### I.2.4 La mise au point du projet

La mise au point du projet a pour objet de définir de façon précise les caractéristiques de l'ouvrage linéaire. C'est à ce stade que va s'engager le dispositif prévu par la loi du 1<sup>er</sup> août 2003.

La saisine du préfet de région par l'aménageur en vue de la prescription d'un diagnostic archéologique se fait sous forme d'une déclaration obligatoire de l'aménageur à un moment où le projet est déjà suffisamment calé, soit, à titre indicatif, après obtention de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau ou 1 an à 6 mois avant l'enquête parcellaire.

Le dossier transmis doit décrire les travaux projetés, notamment leur emplacement prévu sur le terrain d'assiette, leur superficie et leur impact sur le sous-sol. La surface d'emprise au sol ainsi définie sert de base au calcul de la redevance d'archéologie préventive tel qu'exposé au II de la présente instruction. A compter de sa saisine, le préfet de région dispose d'un délai de deux mois pour prescrire le diagnostic.

Dans les cas où plusieurs opérateurs (INRAP, services agréés d'archéologie des collectivités) sont susceptibles de réaliser le diagnostic, la désignation par le préfet de région de l'opérateur qui en sera effectivement chargé doit intervenir dans le mois suivant la notification de la prescription. L'opérateur qui s'est vu attribuer le diagnostic dispose d'un délai de deux mois maximum à compter de la notification de cette attribution pour adresser à l'aménageur un projet de convention précisant les conditions de réalisation de l'opération.

A l'issue du diagnostic, le préfet de région peut prescrire la réalisation de fouilles. Dans ce cas, le cahier des charges de la consultation et la liste des opérateurs de fouilles (INRAP, services agréés d'archéologie des collectivités, opérateurs publics ou privés agréés) admis à remettre une offre seront arrêtés par l'aménageur. Ce dernier peut, à toutes fins utiles, solliciter l'avis de la DRAC. De même, la DRAC pourra apporter, si besoin est, à la demande de l'aménageur, son avis sur le projet d'opération de

fouilles avant signature du contrat entre l'opérateur et l'aménageur.

Il est précisé que :

- si la DRAC doit être avertie du démarrage du diagnostic et des fouilles au moins 5 jours avant le démarrage des travaux, son absence de réaction ou sa non-présence sur le terrain au moment des opérations ne fait obstacle ni au déroulement de celles-ci ni au contrôle scientifique et technique qu'exerce la DRAC en cours d'opération. En tout état de cause, la DRAC exercera un contrôle général sur l'ensemble des étapes du déroulement de l'opération archéologique ;

- la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'archéologie préventive ne liant pas la réalisation du diagnostic à la perception de la redevance, les délais de réalisation des opérations archéologiques sont indépendants des délais régissant la perception de la redevance.

Il convient de veiller à ce que l'INRAP ou les services archéologiques agréés des collectivités locales établissent le rapport de diagnostic dans les délais prévus par la convention qu'ils auront conclue avec l'aménageur. La remise de ce rapport à la DRAC fait courir le délai de trois mois dont dispose le préfet de région pour établir la prescription de fouille.

La DRAC transmet copie du rapport établi au maître d'ouvrage.

#### I.2.5 La mise à disposition des emprises et la programmation scientifique des opérations d'archéologie préventive

Dans la mesure du possible, et à condition de ne pas induire un allongement des délais de réalisation du projet, la mise à disposition des emprises et la programmation des opérations d'archéologie préventive seront conduites de manière à permettre un traitement des sites archéologiques d'un seul tenant ou par tranches significatives de travaux, afin d'éviter

un traitement au coup par coup des sites archéologiques et de privilégier ainsi une vision d'ensemble raisonnée de l'archéologie et des moyens scientifiques à mettre en œuvre.

L'absence de programmation générale des opérations d'archéologie et de choix d'objectifs qui en découlent au regard de la programmation des acquisitions foncières et des travaux de l'infrastructure serait préjudiciable en termes de qualité scientifique générale pour la DRAC et en termes financiers et de délais pour l'aménageur. Les moyens effectifs et les durées mises en œuvre par les opérateurs d'archéologie découlent en effet des objectifs scientifiques assignés aux fouilles.

L'aménageur veillera donc, en relation avec la DRAC - service régional de l'archéologie - à la meilleure prise en compte de l'ensemble de ces aspects.

#### I.2.6 Pendant les travaux

En cas de découverte non prévue de vestiges archéologiques, la DRAC et l'aménageur s'engagent à intervenir dans les plus brefs délais de façon à minimiser les arrêts de chantier. Les solutions de préservation des sites les moins perturbantes pour le déroulement des travaux sont à rechercher.

Il est rappelé que l'article 43 du décret du 3 juin 2004 prévoit qu'en cas de découverte d'importance exceptionnelle, le préfet peut, par une décision motivée prise après avis de la commission interrégionale de la recherche archéologique, prolonger la durée d'intervention et, le cas échéant, demander une modification du projet de construction ou d'aménagement. Le surcoût éventuel de la fouille archéologique peut être financé sur les crédits du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Enfin, le maître d'ouvrage informe les services de la DRAC de la fin des travaux de la tranche objet de la saisine au titre de l'archéologie préventive.

*(Suite page suivante)*

## I.2.7 Récapitulatif de la concertation et présentation synthétique des délais prévus par le décret du 3 juin 2004

C O N C E R T A T I O N	Phases du projet	Prise en compte de l'archéologie
	<b>Planification</b>	Evitement des grands sites connus
	<b>Etudes Préliminaires</b> Premières études sur le projet. Détermination de la bande du kilomètre pour les projets d'infrastructures linéaires	Recensement des sites et indices de sites archéologiques connus Délimitation des secteurs de sensibilité archéologique et des sites à éviter <i>Méthode : documents existants, sondages complémentaires facultatifs</i> <b>Point de consultation obligatoire de la DRAC</b>
	<b>Etudes d'avant-projet sommaire (APS)</b> L'APS a pour objectif de préparer l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. Elle précise la conception et la justification des opérations définies à l'étude préliminaire.	Recensement, localisation et hiérarchisation des contraintes archéologiques Identification des secteurs sensibles dans les fuseaux retenus <i>Méthode : documents existants, sondages complémentaires facultatifs</i> <b>Point de consultation obligatoire de la DRAC</b>
	<b>Dossier d'enquête préalable à la DUP – Etude d'impact</b>	Prise en compte des éléments ci-dessus pour la partie archéologie du volet patrimoine
	<b>Concertation interadministrative</b>	Vérification de la conformité des éléments du dossier proposé par le maître d'ouvrage avec les éléments actés lors de la phase de coopération
A R C H É O L O G I E  P R E V E N T I V E	<b>Mise au point du projet</b> après obtention de l'autorisation loi sur l'eau ou 1an à 6 mois avant l'enquête parcellaire  <b>Saisine du préfet</b>	Saisine du préfet de région au titre de l'archéologie Prescription du diagnostic par le préfet de région  Prescription des fouilles par le préfet de région Cahier des charges de la consultation et choix du prestataire en concertation DRAC/maître d'ouvrage
	<b>Phase chantier</b>	Concertation et mesures conservatoires en cas de découvertes imprévues Information à la fin des travaux

# **SCHEMAS RECAPITULATIFS DES PROCEDURES DE PRESCRIPTION ARCHEOLOGIQUE**

**Réception du dossier complet par le préfet de région (PR/DRAC)**  
(Délivrance d'un AR à l'aménageur par PR/DRAC)

**2 mois**

## **CAS DE PRESCRIPTION DE DIAGNOSTIC**

**Prescription du diagnostic notifiée  
par PR/DRAC à l'aménageur**  
et à tous les opérateurs potentiels (INRAP et  
services d'archéologie agréés des collectivités  
territoriales)

**1 mois**

Réponse au PR/DRAC des opérateurs agréés sur  
leurs intentions de réaliser le diagnostic

Le PR/DRAC constate et notifie l'attribution du  
diagnostic :

- à l'opérateur concerné
- et à l'aménageur

**2 mois**

L'opérateur adresse à l'aménageur le projet de  
convention sur les conditions de réalisation du  
diagnostic

**Réalisation du diagnostic (délai conventionnel)**

**Réception du rapport de diagnostic**

## **CAS DE PRESCRIPTION AUTRE QUE DIAGNOSTIC**

**Intention de prescription autre que de  
diagnostic exprimée par PR/DRAC**  
(fouilles ou modification du projet de  
travaux d'infrastructure)

**Prescription notifiée par PR/DRAC à  
l'aménageur dans les 3 mois à compter  
de la réception du dossier**

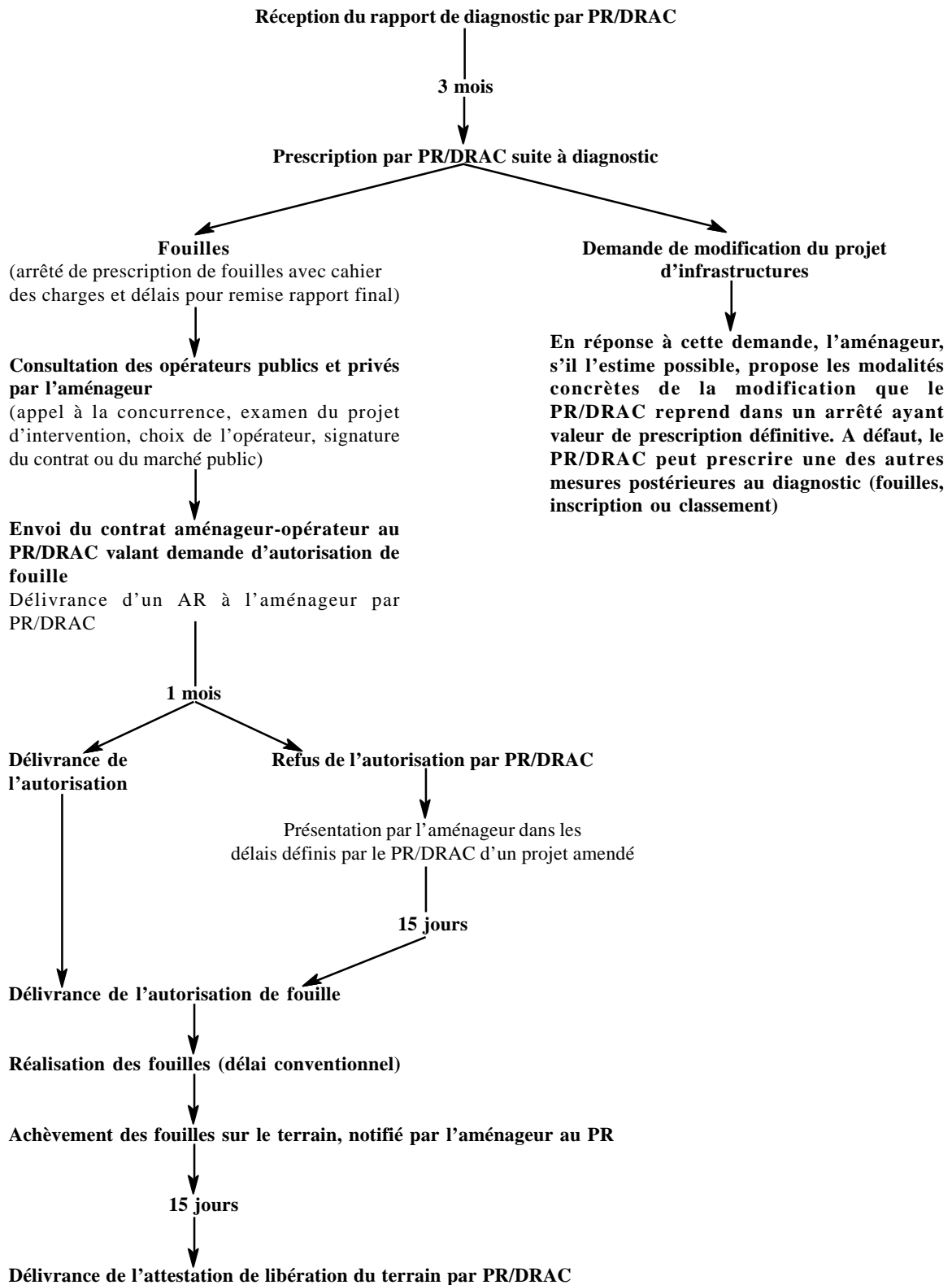
Fouilles

ou

Demande  
de modification  
du projet de travaux

Voir schéma  
page suivante

En réponse à cette demande,  
l'aménageur, s'il l'estime  
possible, propose les  
modalités concrètes de la  
modification que le PR/DRAC  
reprend dans un arrêté ayant  
valeur de prescription définitive



## **II. Les modalités d'établissement et de perception de la redevance d'archéologie préventive**

### **II.1 Fait générateur de la redevance**

Pour les travaux soumis à étude d'impact et non soumis à autorisation administrative, le fait générateur de la redevance est le dossier transmis par l'aménageur aux fins d'instruction archéologique. La redevance d'archéologie préventive sera donc établie et perçue sur la superficie déclarée par l'aménageur dans le dossier de saisine du préfet de région tel que précisé au I.2.4. Si la surface déclarée est erronée ou inexacte, le service liquidateur de la redevance la rectifie suivant la procédure prévue aux articles L. 55 et suivants du livre des procédures fiscales.

Lorsque la durée de réalisation des travaux est supérieure à 3 ans, l'aménageur pourra scinder le dossier en tranches fonctionnelles afin de faciliter la programmation des travaux de diagnostic et de fouilles. Il saisira le préfet au fur et à mesure de l'engagement des tranches.

Le service liquidateur de la redevance fractionnera l'émission des titres de recettes au début de chacune de ces tranches. Sur ce point, il est rappelé que, en application de l'article L.524-8 du code du patrimoine, l'émission du titre de recettes est prescrite à la fin de la quatrième année qui suit celle de la saisine du préfet par l'aménageur.

### **II.2 Assiette de la redevance**

L'assiette de la redevance est la surface au sol des aménagements et ouvrages. Cette surface, correspondant aux zones où des éléments du patrimoine archéologique seront affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux, est constituée :

- Pour les routes : des chaussées, bandes d'arrêt d'urgence, accotements, remblais, zones de sécurité, aires de service et aires de repos, zones techniques, bandes circulantes permanentes et temporaires, zones de dépôt de matériaux permanentes et temporaires, ainsi que les fossés et autres ouvrages d'assainissement ou d'évacuation des eaux. Pour les ponts et viaducs, est prise en compte l'emprise au sol des piles et culées, ainsi que des pistes créées pour la circulation des engins et d'une manière générale les zones utiles au chantier. Pour les tunnels, est considérée uniquement l'emprise des têtes.
- Pour les voies ferrées : les voies proprement dites, les remblais, les zones sécurisées le long des voies, les voiries latérales permanentes et temporaires, zones de dépôt de matériaux permanentes et temporaires, ainsi que les fossés et autres ouvrages d'assainissement ou d'évacuation des eaux. Pour les ponts et viaducs, est prise en compte l'emprise au sol des piles et culées,

ainsi que des pistes créées pour la circulation des engins et d'une manière générale les zones utiles au chantier. Pour les tunnels, est considérée uniquement l'emprise des têtes.

- Pour les voies navigables : l'emprise de la cuvette du canal, des digues, chemins de service et contre fossés ; l'emprise des réservoirs et rigoles artificiels d'alimentation en eau, des ouvrages de décharge ; l'emprise des écluses et de tout ouvrage de franchissement de chutes ; l'emprise des plans d'eau portuaires et des terre-pleins les jouxtant, nécessaires à l'activité portuaire. Pour les ponts et viaducs, est prise en compte l'emprise au sol des piles et culées, ainsi que des pistes créées pour la circulation des engins et d'une manière générale les zones utiles au chantier. Pour les tunnels, est considérée uniquement l'emprise des têtes.

Il est précisé que les éléments du patrimoine archéologique seront considérés comme affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux sitôt qu'il y a atteinte directe (exemple : déblais) ou indirecte (exemples : remblais, dépôts, décapage de terre végétale préalable au passage d'engins lourds) au sous-sol.

### **II.3 Dégrèvements ou suppléments de redevance**

La surface après travaux établie sur les bases du II-2 peut être inférieure ou supérieure à la surface initialement déclarée.

Dans le cas d'une réduction de la surface taxable, l'aménageur peut demander un dégrèvement correspondant à la différence et un remboursement du trop perçu.

En application de l'article R.196-1c du livre des procédures fiscales, il peut faire cette demande jusqu'au 31 décembre de la deuxième année qui suit la réception des travaux de la tranche fonctionnelle objet de la redevance au titre de l'archéologie préventive.

Dans le cas d'une augmentation de la surface taxable, il lui appartient de déclarer la surface supplémentaire et d'acquitter un complément de redevance.

Compte tenu des différents ajustements d'emprise pouvant intervenir dans la mise au point du projet, le versement de la redevance pourra intervenir par tranches d'aménagement selon les modalités suivantes :

- un versement sur la base d'emprises au sol découlant de la tranche d'aménagement telle qu'elle est connue à la date de saisine du préfet de région ;
- un seul dégrèvement ou un seul supplément, après achèvement du projet ou de la tranche d'aménagement telle que définie au II-1, prenant en compte l'emprise au sol finale du projet ou de la tranche d'aménagement.

Il est précisé que le calcul des dégrèvements ou suppléments se fait sur la base du taux de la redevance en vigueur à la date de la saisine initiale du préfet.

**Circulaire n° 2004/027 du 24 décembre 2004 relative à la manifestation Rendez-vous aux jardins le vendredi 3, le samedi 4 et le dimanche 5 juin 2005.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

La troisième édition de l'opération Rendez-vous aux jardins aura lieu les vendredi 3, samedi 4 et dimanche 5 juin prochains et sera placée sous le thème de l'arbre.

Cette manifestation sera lancée en clôture des Entretiens du patrimoine qui se dérouleront, sous la présidence de M. Jean-Pierre Babelon, à Nancy (du 1<sup>er</sup> au 3 juin) sur le thème Du jardin au paysage et dans le cadre de Nancy 2005.

Conçue depuis l'origine sur trois jours, cette manifestation sera réservée le vendredi 3 juin aux scolaires (sur rendez-vous préalables). Cette journée permettra, notamment, de mettre en valeur l'opération Adoptez un jardin. Le samedi 4 juin et le dimanche 5 juin, les propriétaires et les responsables de jardins accueilleront le grand public.

L'édition 2004 a rencontré un vif succès puisque près d'un million de visiteurs ont découvert les 1 353 jardins publics et privés qui ont participé à l'opération (1 000 jardins et 600 000 visiteurs en 2003).

Le succès de cette opération est dû à la participation très active de vos services et je compte à nouveau sur votre concours en 2005 pour amplifier cette manifestation à laquelle j'attache une grande importance.

## 1. Objectifs de la manifestation

L'ambition assignée à Rendez-vous aux jardins est de rendre encore plus lisible la politique que j'ai décidé de mener en matière de protection, de restauration, d'entretien, de valorisation et de création de jardins.

Le thème retenu cette année invitera le public à découvrir plus particulièrement l'arbre sous deux déclinaisons : l'arbre, élément d'architecture du jardin et l'arbre, patrimoine vivant :

L'arbre, élément d'architecture du jardin

- L'arbre, élément de composition du jardin : bosquets des jardins réguliers, bouquets d'arbres des parcs paysagers, masses boisées, parcs forestiers,

alignements accompagnant les allées d'accès et signalant le jardin dans le paysage, arbres isolés donnant une échelle spécifique aux espaces libres, l'arbre servant de fond d'écran aux massifs.

- L'arbre, objet esthétique : arbre isolé soigné, taillé ; forme de la ramure en hiver, de la frondaison en été ; changements de couleurs au fil des saisons.

L'arbre, patrimoine vivant

- L'arbre, histoire et mythologie : témoin de l'histoire (arbres des fusillés), de passés prestigieux, de personnages célèbres (if «de Bossuet» à Champs-sur-Marne, buis «de Ronsard» au prieuré Saint-Cosme, cèdre de Marengo à Malmaison...) ; élément de la mythologie (Daphné changée en laurier, les chênes sacrés des druides, le figuier ou le grenadier, symboles de fécondité...).

- La gestion de l'arbre : le cycle de l'arbre (son développement, sa biologie, les recherches actuelles) ; ses différents modes de gestion (la taille d'ornement, de formation, d'entretien, l'élagage ; les plans de gestion du patrimoine arboré) ; l'arbre, biotope à part entière (initiation à l'environnement et à la biologie) ; l'arbre nourricier (arbres fruitiers, vergers, formes palissées et libres).

Afin d'adhérer au thème retenu cette année, il conviendra d'encourager l'organisation d'activités autour de ces orientations (visites guidées, conférences, démonstrations...).

Cette opération, menée en étroite collaboration avec le Comité des parcs et jardins de France, sera également l'occasion de fédérer les nombreuses actions de promotion qui existent déjà sur le plan national (Adoptez un jardin) et sur le plan local (actions notamment mises en place par les directions régionales des affaires culturelles et les collectivités territoriales).

Pour la deuxième année une invitation à «revisiter» le même jardin à une autre saison, dans l'année en cours sera proposée pour tout billet acheté.

## 2. Deux comités piloteront cet événement

Un comité d'orientation chargé de définir les orientations et les modalités de mise en œuvre de la manifestation se réunira toutes les six semaines, sous la présidence de M. Bernard Notari, conseiller technique, chargé du patrimoine et des musées, et de M. François Belfort, chargé de mission pour les événements au cabinet du ministre. (voir composition en annexe).

Un comité de pilotage réduit se réunira régulièrement sous la responsabilité de la direction de l'architecture et du patrimoine, chargée de l'organisation de l'événement (voir composition en annexe).



### 3. Action des directions régionales des affaires culturelles

Le succès de l'opération requiert l'implication effective des directions régionales des affaires culturelles qui sont chargées de son organisation sur le plan régional et notamment de la coordination de toutes les compétences que compte leur région en matière de jardin.

#### Les actions à mettre en place

**A.** Comme l'année dernière un groupe de travail, placé sous votre autorité, établira la liste des jardins qui participeront à la manifestation, en fonction des critères repris en annexe. Il pourra être notamment composé du responsable de l'opération que vous aurez désigné dans chaque DRAC, d'un représentant des propriétaires privés (liste en annexe) et d'un spécialiste des jardins (conservateur, paysagiste, jardinier...).

**B.** Partenariat : Moët-Hennessy et Gaz de France ont d'ores et déjà fait part du renouvellement de leur partenariat en 2005. Truffaut qui avait participé à l'opération 2004 au titre d'un partenariat en nature devrait amplifier son soutien pour l'édition 2005. Deux autres partenaires sont en cours de négociation. Il s'agit d'entreprises dans le secteur de l'édition et dans celui de l'emballage en carton. Vous veillerez donc tout particulièrement à ne pas effectuer de recherche de partenaires locaux dans des secteurs concurrentiels à ces types d'entreprises.

**Partenariat presse :** Il vous appartient de définir et de promouvoir la communication de l'évènement en collaboration avec la presse régionale (sous forme de brochures, de suppléments et/ou de tirés à part, en respectant le visuel lié à la manifestation). L'agence D'A conseils, en charge de la communication de cette opération, accompagnera les régions qui le souhaiteront dans leur démarche pour mettre en place des partenariats avec la presse quotidienne régionale.

**C.** Collecte des informations : Les informations destinées à la réalisation du communiqué de presse pré-programme devront parvenir à l'agence D'A conseils au plus tard le 10 mars. Ce communiqué qui annoncera quelques ouvertures et animations exceptionnelles dans chaque région (6 à 7 exemples par région) sera très largement diffusé auprès de la presse périodique spécialisée (presse féminine, familiale, enfants, loisirs, jardins, collectivités territoriales...). Il est impératif de respecter cette date du 10 mars car les délais de bouclage imposés par ces supports nécessitent de leur transmettre les informations le plus en amont possible. Les informations destinées au dossier de presse devront parvenir à l'agence D'A conseils au plus tard le 15 avril.

**D.** Un site Internet dédié à l'opération sera réalisé. Il permettra de recueillir les informations jusqu'à la veille

de la manifestation. A cet effet, un questionnaire destiné à recueillir l'ensemble des renseignements (liste des jardins ouverts, animations particulières, jardins en cours de restauration...) vous sera adressé prochainement.

Enfin, la conférence de presse nationale de cette troisième édition aura lieu la troisième semaine du mois de mai.

Je compte sur votre implication et votre vigilance et vous remercie par avance de votre contribution au succès de ces nouveaux Rendez-vous aux jardins.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

### Annexe 1

#### Cahier des charges de participation à Rendez-vous aux jardins.

Au-delà de l'intérêt historique, artistique, architectural ou botanique du parc ou du jardin, les 2 critères suivants doivent être réunis :

1. La gratuité d'accès pour les moins de 18 ans.
2. La mise à la disposition des visiteurs d'un support de présentation du jardin (fiche de visite, brochure, panneau d'exposition...). Le thème de l'arbre pourra être plus particulièrement mis en valeur dans cette fiche.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'une ou plusieurs animations parmi les 5 critères suivants, est particulièrement recommandée :

1. L'ouverture du jardin pour les scolaires le vendredi 3, avec un accueil sur rendez-vous par le jardinier ou le responsable du jardin.
2. La présence le samedi 4 juin du jardinier pour expliquer son travail.
3. L'accueil du public par le propriétaire ou le responsable du jardin le dimanche 5 juin.
4. Pour les jardins dont l'accès est payant : la remise d'une invitation à revenir visiter le jardin, dans le courant de l'année 2005, en contrepartie de tout billet acheté. Cette invitation se veut une incitation à redécouvrir et à faire découvrir à sa famille, ses amis, ses proches le jardin visité à une autre saison.
5. L'ouverture le samedi 4 juin jusqu'au crépuscule.

Enfin, les responsables ou propriétaires sont invités à mettre en place dans les jardins des animations spécifiques sur le thème de la connaissance des jardins, telles que :

- des démonstrations de savoir-faire,
- des expositions (outils de jardins...),

- des marchés, bourses aux plantes,
- des promenades musicales, des concerts,
- des jeux/concours/tombolas,
- des lectures de textes, de poésies,
- des animations théâtrales, des mimes.

## Annexe 2

### Outils de communication

Plusieurs outils nationaux sont prévus :

- une affiche format 120 x 176, destinée aux villes disposant d'un réseau municipal d'affichage,
- une affiche 40 x 60,
- une affichette de «proximité» A3,
- des bandeaux signalétiques,
- des ektas,
- des chemises de dossier de presse,
- un dossier de presse et 5 communiqués de presse,
- un site Internet décrivant l'ensemble des jardins qui participeront à la campagne et les manifestations organisées.

### Calendrier

de janvier à juin	Campagne de presse nationale.
10 mars	Date limite pour les remontées des informations destinées au communiqué de presse pré-programme de la manifestation.
courant mars	Centralisation des informations destinées au site Internet et au dossier de presse national.
15 avril	Date limite pour les remontées des informations destinées à la réalisation du dossier de presse national.
3 <sup>ème</sup> semaine de mai	Conférence de presse du ministre.
vendredi 3 juin	Accueil des scolaires (sur rendez-vous préalables). Cette journée permettra, notamment, de mettre en valeur l'opération Adoptez un jardin.
samedi 4 juin	Ouverture des jardins jusqu'au crépuscule. Par ailleurs, ce jour-là, le travail des jardiniers sera plus particulièrement mis en valeur.
dimanche 5 juin	Accueil du public par les propriétaires ou les responsables du jardin.

*(suite page suivante)*

### **Annexe 3**

#### **Composition du comité d'orientation**

Bernard Notari, conseiller technique pour les musées, le patrimoine et les jardins  
François Belfort, chargé de mission pour les événements au cabinet du ministre  
Michel Clément, directeur de l'architecture et du patrimoine  
Jean-Pierre Bady, président du conseil national des parcs et jardins  
Didier Wirth, président du comité des parcs et jardins  
Henri Carvallo, Demeure historique  
Richard Flahaut, Vieilles maisons françaises  
Jean Guérout, président d'honneur du comité des parcs et jardins  
Alix de Saint Venant, comité des parcs et jardins  
Catherine Vergriette, directrice de la communication, Centre des monuments nationaux  
Le chef du département de l'information et de la communication ou son représentant  
Cécile Holstein, relations presse du département de l'information et de la communication  
Quitterie Delègue, sous-direction de l'architecture et du cadre de vie, direction de l'architecture et du patrimoine  
François Muller, chef de la mission de la communication, direction de l'architecture et du patrimoine  
Christine Rémond, chargée de mission pour le mécénat, direction de l'architecture et du patrimoine  
Christine de Rouville, relations presse, direction de l'architecture et du patrimoine  
Claude Niski, chargée de l'opération Rendez-vous aux jardins en Rhône-Alpes  
Catherine Kern, correspondant jardins et chargée de l'opération en Alsace  
Elizabeth Wallez, correspondant jardins et chargée de l'opération en Haute-Normandie  
Bernard Boutou, correspondant jardins et chargé de l'opération en Lorraine  
Bernard Arnoult, responsable de l'agence D'A conseils, chargée de l'organisation de l'événement  
Patricia Litou, chargée des relations presse, agence D'A conseils

#### **Composition du comité de pilotage**

François Belfort, cabinet du ministre  
Didier Wirth, comité des parcs et jardins  
Cécile Holstein, département de l'information et de la communication  
François Muller, direction de l'architecture et du patrimoine  
Christine Rémond, direction de l'architecture et du patrimoine  
Christine de Rouville, direction de l'architecture et du patrimoine  
Bernard Arnoult, agence D'A conseils  
Patricia Litou, agence D'A conseils

## Annexe 4

## Correspondants comité des parcs et jardins en régions

ALSACE	«Le temps des jardins»
Président :	M. Jean-Marie Grunelius - Jardin du Château de Kolbsheim - 67360 Kolbsheim jean-marie-grunelius@didot-bottin.fr
AQUITAINE	«Association des parcs et jardins d'Aquitaine»
Présidente :	Mme Godefroy de Commarque (Véra) - Château de la Bourlie - 24480 Urval Tél : 05.53.22.06.00 - Fax : 05.53.22.01.79 - vera@chateaudelabourlie.com
AUVERGNE	«Comité des parcs et jardins d'Auvergne»
Président :	M. Dominique de Larouziere - Les Vergers - 63460 Artonne Tél : 04.73.33.32.03 - Fax : 04.73.33.31.42 - d.de-larouziere@libertysurf.fr Mme Boüet-Willaumez - Château de Portabéraud - 63200 Mozac Tél : 04.73.38.57.79 - Fax : 04.73.64.11.92
BASSE-NORMANDIE	«Union des parcs et jardins de Basse-Normandie»
Siège :	Contact : Mlle Delphine Mary - Maison des Quatrans - 25 rue de Geôle - 14000 Caen Tél : 02.31.15.57.35 - Fax : 02.31.15.57.39 - upjbn@wanadoo.fr
Président :	M. Didier Wirth - 168, rue de Grenelle - 75007 Paris Tél : 01.53.85.40.40 - Fax : 01.53.85.40.49 - dwirth@wanadoo.fr
BOURGOGNE	«Association des parcs et jardins de Bourgogne»
Président :	Mme Aliette Rouget - Rue de Richebourg - 21310 Beaumont-sur-Vingeanne Tél : 03.80.47.74.05 - Fax : 03.80.47.70.04 - parcsetjardins.bourgogne@wanadoo.fr
BRETAGNE	«Association des parcs et jardins de Bretagne»
Présidente :	Mme Pierre Bourjac (Hélène) - Château de Kerlois - 56330 Pluvigner Tél : 02.97.24.99.30 - Fax : 02.97.24.92.39 - helene.bourjac@wanadoo.fr
CENTRE	«Association des parcs et jardins en région Centre»
Siège :	14 boulevard Rocheplatte - 45058 Orléans Cedex 1 Tél : 02.38.77.10.64 - Fax : 02.38.53.42.20 - contact@jardin-de-france.com
CHAMPAGNE-ARDENNE	«Parcs et jardins de Champagne-Ardenne»
Présidente :	Mme Charles de Taisne (Claude) - Château de Riceys-Bas - 10340 Les Riceys
Aube :	Tél/Fax : 03.25.29.32.08
Haute-Marne :	Mme Henri de La Ville Bauge - Château de Dinteville - 52120 Dinteville Tél : 03.25.02.78.01
FRANCHE-COMTE	«Acanthe»
Présidente :	Mme Renaud de Laguiche (Anne) - Château d'Arlay - 39140 Arlay Tél/Fax : 03.84.44.41.94 - chateau@arlay.com
HAUTE-NORMANDIE	
Président :	M. Bruno Delavenne - Manoir de Rouvray - 76440 Catillon Tél : 02.35.90.72.19/01.45.50.30.77
Secrétaire général :	M. Hugues de Bonardi du Menil - Domaine des Prévanthes 27120 Boisset-les-Prevanches - Tél : 02.32.36.83.88 - Fax : 02.32.36.84.76
ILE-DE-FRANCE	«Parcs et jardins d'Ile-de-France»
Président :	M. Patrice Fustier - Domaine de Courson, 42 boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris - Tél : 01.45.55.41.74 - Fax : 01.47.05.10.91 - coursondom@aol.com
Essonne :	M. Jean-Pierre Dobler - Château de Boissy - 10, Grande rue - 91870 Boissy-le-Sec Tél : 01.64.95.70.19 - dobler.ecomar@wanadoo.fr
Seine-et-Marne :	M. Xavier de Taffin - 10, rue Saint Fiacre - 77910 Germigny-L'évêque Tél : 01.64.03.30.62 (secrétariat CAUE 77) - parcsetjardins77@wanadoo.fr

- Val d'Oise : Mme Guy-Antoine de La Rochefoucauld (Yolaine) - 1, rue de l'audience  
95780 La Roche-Guyon - Tél : 01.34.79.75.42 - Fax : 01.34.79.77.17  
yolaine.delarochefoucauld@wanadoo.fr
- Yvelines : M. Juan de Beistegui - 22, rue Barbet de Jouy - 75007 Paris  
Tél : 01.45.51.21.04 - Fax : 01.47.05.05.83
- Jardins et châteaux autour de Paris : Mme Cécile Dupont-Logie - Château de Sceaux  
92330 Sceaux - Tél : 01.41.87.29.50 - cdupontlogie@cg92.fr  
Mme Bernard de Curel (Muriel) - Château de Saint-Jean-de-Beauregard  
91400 Saint-Jean-de-Beauregard - Tél : 01.60.12.00.01 - Fax : 01.60.12.56.31  
info@domsaintjeanbeauregard.com
- LANGUEDOC-ROUSSILLON «Praedium rusticum»
- Président : M. Henri de Colbert - Château de Flaugergues  
1744 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier  
Tél : 04.99.52.66.37 - Fax : 04.99.52.66.44 - praedium-amis-des-jardins@wanadoo.fr
- LIMOUSIN «Association des parcs et jardins du Limousin»  
Mme Paul d'Abzac (Irène) - Marzac - 87260 Saint-Paul - Tél/Fax : 05.55.09.71.12
- LORRAINE «Parcs et jardins de Lorraine»
- Président : M. Didier Misler - 138, avenue de Strasbourg - 54000 Nancy  
Tél/Fax : 03.83.37.58.40 - d.misler@wanadoo.fr
- MIDI-PYRENEES «Parcs et jardins de Midi-Pyrénées»
- Président : M. Michel de Rivoyre - Château de Fontbeuzard - 31140 Fontbeuzard  
Tél/Fax : 05.61.09.57.44 - mderivoyre@aol.com
- NORD - PAS-DE-CALAIS «Parcs et jardins du Nord - Pas-de-Calais»
- Présidente : Mme Jacques Droulez (Françoise) - 6 rue du Mont - 62134 Bergueneuse  
Tél/Fax : 03.21.03.62.31 - jacques.droulez@wanadoo.fr
- PAYS DE LA LOIRE «Association des parcs et jardins des Pays de la Loire»
- Présidente : Mme Bruno Hebert (Nicole) - 4 rue Waldeck Rousseau - 35700 Rennes  
Vendée : Tél : 02.99.36.95.38 - Fax : 02.23.20.14.09 - nhebert002@cegetel.rss.fr  
Château de l'Hermenault - 85570 Hermenault - Tél : 02.51.00.12.13
- Sarthe et Mayenne : Mme Louis-Jean de Nicolay (Barbara) - Château du Lude - 72800 Le Lude  
(JASPE) Tél : 02.43.94.60.09 - Fax : 02.43.45.27.53 - chateaudulude@wanadoo.fr
- Maine et Loire : M. Christian Martin - Le Prieuré - 49140 Ige-en-Baugeois  
(ASPEJA)
- Loire Atlantique : M. Dominique Le Guillou - 6, chemin port la Grimaudière  
44240 La Chapelle-sur-Erdre - Tél : 02.40.29.74.42
- PICARDIE «Parcs et jardins de Picardie»
- Siège : M. Paul-Etienne Lehec (secrétaire général) - Manoir du Plessis-au-Bois  
60117 Vauciennes - Tél : 03.44.88.82.79 - Fax : 03.44.88.46.89  
parcsjardinspicardie.asso@wanadoo.fr
- Présidente : Mme Armand de Ladoucette (Bertrande)-Château de Viels-Maisons  
02540 Viels-Maisons - Tél : 03.23.82.62.53 - Fax : 03.23.82.66.04  
bertrande.deladoucette@wanadoo.fr
- Aisne : M. Etienne Dumont - 21, rue Saint-Paul - 75004 Paris - Tél : 01.42.74.48.05  
Château de la Muette - 02600 Lagny-sur-Automne - Tél : 03.23.96.33.47
- Oise : Mme Roland Merlotti (Hélène) - Château de Saint-Vincent - 60300 Borest  
Tél/Fax : 03.44.54.21.52 - hubert.coppinger@wanadoo.fr
- Somme : M. Louis de Clermont-Tonnerre - Château de Bertangles - 80260 Bertangles  
Tél/Fax : 03.22.93.68.36 - pjsomme@wanadoo.fr

**POITOU-CHARENTES** «Association des parcs et jardins de Poitou-Charentes»  
 Président : M. Ghislain de Beauce - Logis de Forge - 16440 Mouthiers-sur-Boëme  
 Tél : 05.45.67.84.22 - Fax : 05.45.65.38.95 - ghislain.de-beauce@wanadoo.fr

**PACA** «Parcs et jardins de Provence-Alpes-Côte d'Azur»  
 Présidente : Mme Jean-Pierre Borgeaud (Dominique)  
 Bureau : 80, boulevard du Port-Royal - 75005 Paris  
 Tél : 01.56.24.19.46 – Fax : 01.56.24.19.49 - paborgeap@wanadoo.fr

**RHÔNE-ALPES**  
 Présidente : Mme Alexandra du Mesnil du Buisson - Château de Longsard - 4060 route de Longsard  
 69400 Arnas - Tél : 04.74.65.55.12 - Fax : 04.74.65.03.17 - pjra@wanadoo.fr

## **DELEGATION GENERALE A LA LANGUE FRANCAISE ET AUX LANGUES DE FRANCE**

### **Note n° 2004/026 du 3 décembre 2004 pour une politique de la langue en région.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à l'attention des directions régionales des affaires  
culturelles

S/c de mesdames et messieurs les préfets de régions

Principaux textes de références :

- loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la  
langue française ;

- décret n° 2004-1053 du 5 octobre 2004 relatif aux  
pôles régionaux de l'Etat et à l'organisation de  
l'administration territoriale dans les régions.

Le ministre de la culture et de la communication anime  
et coordonne la politique linguistique du gouvernement :  
il s'appuie à cette fin sur la délégation générale à la  
langue française et aux langues de France, comme le  
prévoit le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à  
l'organisation et aux missions de l'administration  
centrale du ministère.

Au niveau de l'action publique régionale, il appartient  
aux directions régionales des affaires culturelles  
(DRAC) de mettre en œuvre les axes définis au plan  
national. Il s'agit ainsi, en particulier au sein du pôle  
culture auprès du préfet de région, de favoriser,  
coordonner et faire connaître les initiatives prises par  
les différents acteurs impliqués au niveau local dans  
la politique de la langue.

Vous serez attentifs à conduire cette action en fonction  
des objectifs de renforcement de la cohésion sociale,  
de primauté de la langue française sur le territoire,

d'ouverture aux autres langues et de valorisation du  
patrimoine linguistique que j'assigne à cette politique.

### **A - Sensibiliser le public aux enjeux de la langue**

La perception par nos concitoyens des enjeux culturels,  
économiques, sociaux liés à la langue française est une  
condition indispensable de la réussite de notre politique.  
Elle suppose que vous donniez régulièrement l'occasion  
au public, aux médias, aux représentants du monde  
économique et social, l'occasion d'exprimer sur ces  
sujets leur créativité, leurs réflexions, leurs propositions.  
Quelques orientations sont proposées à cette fin.

#### **1 - S'appuyer sur la Semaine de la langue française et de la francophonie**

La Semaine de la langue française et de la francophonie  
est une manifestation annuelle, organisée à l'initiative  
conjointe du ministère de la culture et de la  
communication et du ministère des affaires étrangères.  
Elle est programmée autour de la Journée internationale  
de la francophonie, qui a lieu chaque 20 mars dans la  
communauté francophone. De multiples manifestations  
(concours, colloques, ateliers, jeux, spectacles...) peuvent être organisées durant cette semaine  
notamment autour de l'opération des «dix mots». Ce  
rendez-vous offre aux DRAC une occasion de faire  
connaître et promouvoir les actions qu'elles mènent tout  
au long de l'année en matière de politique linguistique.

#### **2 - Renforcer la coopération avec les médias**

Il est important que les DRAC renforcent leur  
coopération avec les médias locaux (presse  
quotidienne régionale, radios locales, service public  
audiovisuel régional...). Elles peuvent leur suggérer  
de développer des programmes et rubriques à finalité  
informative et pédagogique (développement des  
capacités d'expression, d'élocution, du sens critique  
et du discernement...).

### **3 - Associer le public aux actions d'enrichissement de la langue**

Le dispositif de terminologie et de néologie permet à la langue française de désigner les réalités contemporaines. Je vous invite à contribuer à l'évolution et à la vie de notre langue, d'abord en diffusant largement les termes ainsi retenus auprès de vos services, tenus d'en faire l'usage, mais aussi en sensibilisant le public à la richesse et à la variété du français, et en donnant à l'invention langagière de nos concitoyens l'écho qu'il mérite.

### **B - Contribuer à la maîtrise du français, facteur de cohésion sociale**

Désignée comme priorité nationale par le Premier ministre, la maîtrise du français est une responsabilité partagée tant par les administrations de l'Etat que par les collectivités locales, le secteur associatif, le monde du travail et les médias.

L'objectif du gouvernement dépasse la seule question de la lutte contre l'illettrisme ; il consiste plus largement à œuvrer pour que le plus grand nombre accède à une bonne maîtrise du français, facteur essentiel de cohésion sociale. La culture doit prendre toute sa place dans cette politique. A tous les âges, en effet, l'offre culturelle est un bon moyen d'accompagner les parcours de prévention, d'insertion et d'intégration sociale et professionnelle. Diversifiant les modes d'accès à la culture de l'écrit et à la langue française, les domaines artistiques et culturels offrent aux personnes en difficulté linguistique la possibilité de renouer avec la langue par d'autres voies que celles de la formation traditionnelle et scolaire.

### **1 - Développer les politiques contractuelles**

La directive nationale d'orientation pour les années 2003-2005 a inscrit l'objectif de maîtrise de la langue et son corollaire, la lutte contre l'illettrisme, dans l'ensemble des politiques contractuelles menées par les directions régionales des affaires culturelles (DRAC). D'ores et déjà, plusieurs procédures, conventions ou contrats y font explicitement référence. Il convient désormais de veiller à inscrire cet objectif dans l'ensemble des politiques contractuelles des directions régionales, notamment à l'occasion de leur renégociation.

Les contrats éducatifs locaux (CEL) sont un outil pour améliorer, dans un contexte non scolaire, la maîtrise linguistique des enfants ou des jeunes, en leur offrant l'occasion de développer leur vocabulaire, leur goût de la lecture, et leur pratique de la prise de parole en public et de la discussion argumentée. Il convient donc

d'inscrire cet objectif transversal dans les volets culturels des CEL.

Si l'objectif de lutte contre l'illettrisme est présent dans la majorité des volets culturels des contrats de ville, les conditions de sa mise en œuvre ne sont pas toujours précisées. Il y a lieu de vérifier le degré d'implication et la qualification des ressources culturelles en ce domaine (institutions, acteurs, outils...).

Les contrats d'objectifs signés entre les DRAC et diverses institutions culturelles (musées, lieux d'exposition, médiathèques, scènes nationales et théâtres, parcs naturels régionaux, centres de cultures scientifiques, techniques et industrielles, sites patrimoniaux...) ont vocation à comporter un volet linguistique. Les actions à encourager sont variées : outils spécifiques d'aide à la visite ou à la compréhension, médiateurs spécialisés, travaux en amont et en aval de l'offre culturelle, utilisation et formation de relais avec les publics en difficulté linguistique, etc.

### **2 - De nouveaux partenariats pour lutter contre les exclusions**

Une maîtrise insuffisante de la langue est un obstacle majeur à l'accès aux pratiques culturelles pour une part encore trop importante de la population. Source de discrimination, l'exclusion linguistique appelle une mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics. A cet égard, les directions régionales ont une position privilégiée pour développer des partenariats transversaux entre les institutions culturelles et les organismes en contact direct avec les populations les plus éloignées de la culture.

D'ores et déjà, certaines institutions (médiathèques, musées...) ont pris des initiatives en ce sens. Ainsi le musée du Louvre collabore depuis plusieurs années avec des travailleurs sociaux, des formateurs et des bénévoles qui s'engagent avec succès dans un rôle de relais entre le musée et ces populations. Au-delà d'une simple politique de développement du public, cette initiative propose de véritables actions de remédiation linguistique. Pour ces personnes relais, les collections servent de support à l'apprentissage du français, selon des méthodes et des parcours spécifiques.

Les DRAC doivent favoriser la création de liens entre les acteurs du champ social et les institutions culturelles. Pour y parvenir, des modes originaux de collaboration seront recherchés entre les services de l'Etat (directions régionales de l'emploi et de la formation professionnelle, directions régionales des

affaires sociales, sous-préfet ville, administration pénitentiaire...), certains organismes publics (caisses d'allocations familiales, missions locales, ANPE...), les collectivités territoriales, les institutions culturelles, les artistes et les associations du champ social (association de lutte contre les exclusions, centres d'accueil ou sociaux, associations d'éducation populaire, épiceries sociales...).

### **3 - Participer à l'élaboration des plans régionaux de lutte contre l'illettrisme**

L'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) élabore des plans d'action régionaux ; ceux-ci s'appuient sur son cadre national de référence et se déclinent à partir de grandes orientations nationales. Ces plans de trois ans ont pour objectif de fédérer et d'optimiser les moyens affectés à la lutte contre l'illettrisme dans un même territoire par les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile.

En étroite collaboration avec les chargés de mission régionaux de l'ANLCI, vous veillerez à ce que ces plans régionaux de lutte contre l'illettrisme comportent un volet culturel varié dont la mise en œuvre fasse appel à des équipes artistiques et culturelles reconnues.

### **4 - S'appuyer sur l'ensemble des pratiques culturelles**

Au-delà de l'importante action des bibliothèques et des domaines culturels traditionnels, conscients depuis longtemps des enjeux de la parole et de l'écrit (théâtre, conte, ateliers d'écriture, lecture publique, chanson...), certaines pratiques artistiques et culturelles, qui ne semblent pas s'inscrire de manière évidente dans le champ de la politique de la langue, peuvent mobiliser des personnes en insécurité linguistique et participer ainsi au renforcement de leurs savoirs de base.

Encore inexploitées, certaines ressources culturelles peuvent susciter des actions linguistiques : chantiers de jeunes bénévoles, de fouilles ou de restauration, réseau du patrimoine ethnologique, culture scientifique et technique, architecture et rénovation urbaine... Il convient donc de s'appuyer sur ces activités pour développer des actions de pratique ou de remédiation linguistique parmi les activités proposées.

A titre d'exemple, le Centre des monuments nationaux, le réseau des villes et pays d'art et d'histoire et celui des conseils pour l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (CAUE) pourraient se voir proposer la création d'ateliers destinés à l'apprentissage du vocabulaire de l'habitat et de la construction. En effet, au moment où la rénovation du paysage urbain s'accompagne régulièrement d'une consultation des habitants, le fossé entre spécialistes de la politique

urbaine et habitants ne permet pas toujours à ces derniers de comprendre le projet de transformation de leur cadre de vie.

### **5 - Mécénat**

A la faveur de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003, un nombre croissant d'acteurs économiques s'impliquent désormais dans la lutte contre l'exclusion linguistique. Chargées d'encourager l'initiative privée en matière de mécénat culturel, les DRAC incluront désormais la maîtrise de la langue parmi les domaines dans lesquels elles s'efforcent de favoriser la rencontre entre acteurs culturels et économiques.

### **C - Placer le français au cœur de l'action en faveur de la diversité linguistique**

La loi du 4 août 1994 et ses textes d'application constituent le socle juridique de la politique de la langue mise en œuvre par le ministère. Ils permettent de garantir l'usage du français sur le territoire national, dans une perspective d'ouverture aux autres langues.

Vous veillerez à la prise en compte de ces obligations légales tant dans l'activité de vos services que dans les manifestations et les publications auxquelles vous apportez votre soutien. Lorsqu'un document d'information émanant des services de l'Etat ou des établissements publics requiert une traduction, le recours à deux langues étrangères au moins s'impose.

J'attire en particulier votre attention sur l'intérêt de rendre disponibles les sites internet des directions régionales et des établissements placés sous leur autorité en au moins deux langues étrangères.

En privilégiant le recours au français ou aux langues nationales de leurs correspondants, dans leurs activités internationales, vos services contribueront à promouvoir concrètement la diversité linguistique.

### **D - Valoriser la richesse du patrimoine linguistique de la France**

La valorisation des langues de France prend aujourd'hui un nouvel essor. Désormais liée à la politique en faveur du français et du plurilinguisme par l'extension aux langues de France des missions de la DGLFLF, elle s'exerce de manière privilégiée dans le cadre de la déconcentration, voire de la décentralisation. Au côté du français, langue de la République, les langues de France sont au cœur du patrimoine immatériel de la Nation. Facilement identifiables comme matière à intervention culturelle en raison de leur altérité même, elles sont déjà, dans la plupart des DRAC, l'objet d'un effort. Parmi les initiatives auxquelles les services déconcentrés du ministère peuvent apporter leur concours, on peut citer :



- l'inscription, partout où cela est possible, d'un volet «langue et culture régionales» dans les conventions passées avec les collectivités ;

- le soutien aux initiatives du milieu associatif, dès lors que sont réunies les garanties de professionnalisme, notamment en ce qui concerne la collecte, l'étude, la valorisation et la diffusion du patrimoine linguistique régional ;

- le développement de la formation professionnelle des artistes utilisant une langue régionale ;

- la création ou l'enrichissement de fonds en langues régionales dans les bibliothèques publiques ;

- la numérisation de corpus oraux ou écrits en langues régionales. Dans l'esprit du plan d'ensemble lancé par le ministère, le passage à la numérisation garantit le signalement et la sauvegarde des documents, leur diffusion, et la perspective d'une exploitation à des fins scientifiques et culturelles.

L'Inspection générale des affaires culturelles examinera la mise en œuvre de la présente circulaire lors de l'évaluation annuelle des directions régionales, et la délégation générale à la langue française et aux langues de France établira la synthèse des observations des inspecteurs.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

---

## REUNION DES MUSEES NATIONAUX

### Décision du 9 novembre 2004 relative à l'application du tarif réduit au musée national Marc-Chagall à Nice.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### Article unique

En raison de l'accrochage de l'exposition *Arnulf Rainer*, présentée au musée national Marc-Chagall à Nice, qui entraîne la fermeture de certaines salles du musée, le tarif réduit sera appliqué à l'ensemble des

visiteurs des collections permanentes du vendredi 25 juin au vendredi 2 juillet, inclus.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### Décision du 9 novembre 2004 relative au démontage de l'exposition *Picasso Ingres*.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### Article unique

Compte tenu du démontage de l'exposition *Picasso Ingres*, le tarif réduit est appliqué à l'ensemble des visiteurs des collections permanentes du musée Picasso, du 18 au 27 juillet 2004.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### Décision du 9 novembre 2004 relative aux Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique, Image et Science.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### Article unique

A l'occasion de la 21<sup>ème</sup> édition des Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique, Image et Science, les porteurs d'un pass Images bénéficient du 25 septembre au 10 octobre 2004, de la gratuité d'accès aux collections permanentes du musée national de céramique à Sèvres.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec La Samaritaine.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre du partenariat passé avec La Samaritaine, les porteurs de la carte Samaritaine bénéficieront des tarifs «collectivités» de la carte Sésame, sur présentation de leur carte d'adhérent, pendant la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le théâtre de Chaillot.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre du partenariat passé avec le théâtre de Chaillot, les abonnés au théâtre de Chaillot bénéficieront des tarifs «collectivités» de la carte Sésame, sur présentation de leur carte d'adhérent, pendant la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le théâtre du Rond-Point.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Pendant la programmation de la pièce de théâtre *Musée Haut, Musée Bas* au théâtre du Rond-Point, du 21 septembre au 27 novembre 2004, les adhérents et les abonnés du théâtre du Rond-Point bénéficieront du tarif réduit au musée du Moyen-Age, au musée Picasso et à l'aquarium de la Porte-Dorée, sur présentation de leur carte d'abonné au théâtre. Ils bénéficieront également des tarifs «collectivités» de la carte Sésame pendant la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le cinéma Le Balzac.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre du partenariat passé avec le cinéma Le Balzac, les adhérents au «Club des amis du Balzac» bénéficieront des tarifs «collectivités» de la carte Sésame, sur présentation de leur carte d'adhérent, pendant la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative à l'opération de partenariat entre la Société des courses de Compiègne et le musée national de Compiègne.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

### **Article unique**

Dans le cadre d'un accord de partenariat conclu avec la Société des courses de Compiègne, les visiteurs munis du coupon délivré dans une brochure diffusée le mardi 27 juillet 2004 lors du Prix du château de Compiègne à l'hippodrome de Compiègne, bénéficient du tarif réduit à l'entrée du château de Compiègne.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2004/2005, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

### **Article unique**

Pendant la saison 2004/2005 aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau, les tarifs des cycles de visites-conférences et des cycles de visites des jardins, pour les visiteurs individuels, sont les suivants :

Cycle vert : 6 visites d'1h30 + droit d'entrée : 60 euros

Cycle bleu : 5 visites d'1h30 + droit d'entrée : 50 euros

Cycle de 3 visites d'1h30 + droit d'entrée : 30 euros

Cycle de 5 visites des jardins de 2 h : 36 euros.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux agents du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

### **Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux agents du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005 sur présentation de leur carte de service en cours de validité.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de Wanadoo sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

### **Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux abonnés de Wanadoo, sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

**Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de *Télérama* dans le cadre de l'opération «des fourmis dans les jambes» sur l'achat de la carte Sésame Duo et Sésame Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux abonnés de *Télérama*, dans le cadre de l'opération «des fourmis dans les jambes», sur l'achat de la carte Sésame Duo et de la carte Sésame Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

**Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux détenteurs de la carte Côté Evasion sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux détenteurs de la carte Côté Evasion sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005 sur présentation de leur carte Côté Evasion en cours de validité.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

**Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux détenteurs de la carte Grand Voyageur de la SNCF sur l'achat de la carte Sésame Duo et Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux détenteurs de la carte Grand Voyageur de la SNCF, sur l'achat de la carte Sésame Duo et Solo des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

**Décision du 9 novembre 2004 relative au tarif «collectivité» accordé aux abonnés de *L'Estampille/L'Objet d'art* et à *Dossier de l'art* sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Le tarif «collectivité» est accordé aux abonnés de *L'Estampille/L'Objet d'art* et à *Dossier de l'art*, sur l'achat de la carte Sésame des Galeries nationales du Grand-Palais pour la saison 2004/2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 6 décembre 2004 relative à l'opération de partenariat conclue avec le cinéma Le Balzac.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre du partenariat passé avec le cinéma Le Balzac, les adhérents au «Club des amis du Balzac» bénéficieront d'une entrée offerte pour tout achat d'un billet d'entrée au musée de céramique à Sèvres, du mois de décembre au 31 janvier 2005, sur présentation de leur carte d'adhérent.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 6 décembre 2004 relative à la participation du musée Magnin au passeport Loiroscope.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

Dans le cadre du partenariat passé entre le musée Magnin et la SARL Carte Performance, une entrée gratuite est offerte pour tout achat d'une entrée aux collections du musée Magnin, sur présentation du passeport Loiroscope des Incontournables 2005-2007, jusqu'au 20 mars 2007.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 20 décembre 2004 relative au tarif réduit du droit d'entrée au musée national Marc-Chagall à Nice.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

En raison du décrochage des œuvres du message biblique et du cantique des cantiques exposées temporairement à l'Albertina museum de Vienne, le musée national Marc-Chagall à Nice appliquera le tarif réduit du droit d'entrée à partir du 3 janvier 2005 et jusqu'au raccrochage des œuvres prévu courant avril 2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décisions du 20 décembre 2004 du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux.**

Le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux a adopté le 20 décembre 2004, les résolutions suivantes :

Relative à l'approbation d'abonnements à l'aquarium de la Porte-Dorée

L'aquarium de la Porte-Dorée a un régime du droit d'entrée et une clientèle spécifiques.

Il faut noter que les enfants paient à partir de 4 ans et qu'un billet «famille» a déjà été mis en place pour 1 adulte et 1 ou 2 enfants de 4 à 12 ans. Par ailleurs, les trois segments représentatifs de la clientèle sont les familles, les jeunes et les visiteurs individuels.

En 2003 : 121 000 visiteurs payants dont 21 400 familles soit 53 000 personnes.

Au 30/09/04 : 136 620 visiteurs payants dont 31 422 familles soit 78 556 personnes.

Afin de fidéliser les visiteurs amateurs de l'aquarium, il est proposé la mise en place de 3 cartes d'abonnement à partir de l'année 2005.

Pour 2005, l'objectif est d'atteindre 800 cartes et 1 500 l'année suivante.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve les trois tarifs d'abonnement annuel à l'aquarium de la Porte-Dorée :

- abonnement famille (1 adulte et 1 ou 2 enfants âgés de 4 à 12 ans) : 15 •,
- abonnement jeune (moins de 26 ans et étudiants jusqu'à 27 ans inclus) : 8 •,
- abonnement individuel : 12 •.

Ces abonnements donneront droit à l'accès prioritaire et illimité à l'aquarium et aux expositions qui seront organisées à l'intérieur de l'aquarium. Ils ne donneront pas accès aux expositions se tenant dans les salles d'exposition du palais de la Porte-Dorée.

Relative à la mise en place d'une offre de tarif réduit réservée aux abonnés des revues et catalogues édités par la RMN

Il est proposé de faire bénéficier les abonnés des revues éditées par la RMN (3 900 abonnés pour la *Revue du Louvre*, 318 abonnés pour la *Revue d'Orsay*, 160 abonnés pour la *Revue Techné* et 3 200 abonnés pour le *Petit journal des grandes expositions*) et les acheteurs par correspondance, de 15 catalogues de la RMN, du tarif réduit du droit d'entrée dans les sites dont la billetterie est gérée par la RMN, soit au total 7 578 abonnés.

Cette offre a pour but de fidéliser les clients et abonnés des éditions de la RMN. Une carte Privilège valable pendant la durée de leur abonnement leur sera envoyée, leur permettant de bénéficier du tarif réduit dans le réseau des musées dont la billetterie est gérée par la RMN. L'objectif pour 2005 est d'atteindre 5 000 personnes.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve la décision suivante :

Les personnes s'abonnant au *Petit journal des grandes expositions*, à la revue 48/14 du musée d'Orsay, à la *Revue du Louvre et des Musées de France*, à *Techné*, ou bien achetant par correspondance 15 catalogues de la RMN, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2005, bénéficieront pendant toute la durée de leur abonnement, sur présentation d'un justificatif d'abonnement nominatif, du tarif réduit au droit d'entrée aux collections permanentes et aux expositions des lieux suivants :

- Galeries nationales du Grand-Palais (Paris) : droit d'entrée et carte Sésame (solo, duo ou jeune),
- aquarium de la Porte-Dorée (Paris),
- musée du Moyen-Age (Paris),
- musée Picasso (Paris),
- musée des antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye),
- musée de céramique (Sèvres),
- musée du château de Fontainebleau,
- musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau,
- musée des granges de Port-Royal,
- musée de la Renaissance (Ecouen),
- musée de la coopération franco-américaine (Blérancourt),
- musée de porcelaine Adrien-Dubouché (Limoges),
- musée de la maison Bonaparte (Ajaccio),
- musée du château de Compiègne et musée de la voiture,
- musée des deux victoires (Mouilleron-en-Pareds),
- musées de l'Ile d'Aix : napoléonien et africain,
- musée Magnin (Dijon),
- musée du message biblique Marc-Chagall (Nice),
- musée Fernand-Léger (Biot),
- musée du château de Pau,
- musée de Préhistoire (Les Eyzies-de-Tayac).

Relative au tarif réduit généralisé pendant les travaux

Compte tenu des travaux qui occasionneront la fermeture d'un étage du musée, le tarif réduit est appliqué à l'ensemble des visiteurs des collections permanentes du musée Picasso, du 15 au 28 septembre 2004.

Relative au partenariat entre le musée national du château de Pau et la Société des transports de l'agglomération de Pau

Dans le cadre d'un partenariat entre le musée national du château de Pau et la Société des transports de l'agglomération de Pau, l'ensemble des nouveaux arrivants dans l'agglomération de Pau, bénéficieront d'une entrée gratuite pour l'achat d'une entrée payante aux collections permanentes du château de Pau, sur présentation du chéquier Bienvenue émis par la STAP, jusqu'au 31 décembre 2005.

Relative aux lectures de textes médiévaux au musée national du Moyen-Age

Les soirées de lecture de *Chanson de Mon Cid*, présentées au musée national du Moyen-Age, les

samedis 9 et 16 octobre 2004 à 19h00 et les lectures *d'extraits de Jean Froissart* le samedi 6 novembre 2004 à 19h00, sont proposées au public au tarif unique de 4,20 •.

Relative aux animations de la Fête de la science 2004 à l'aquarium de la Porte-Dorée

Du 13 au 16 octobre 2004, dans le cadre de la Fête de la science 2004, les participants aux animations organisées par des enseignants scientifiques à l'aquarium de la Porte-Dorée, pourront accéder gratuitement à l'aquarium et à ces animations, dans la limite de 356 personnes, correspondant au nombre de places disponibles.

Relative à la prolongation de l'exposition *Arnulf Rainer* au musée national Marc-Chagall à Nice

L'exposition *Arnulf Rainer* se tenant au musée national Marc-Chagall à Nice, est prolongée jusqu'à la fermeture du musée pour travaux, le 15 novembre 2004. Le tarif majoré à 6,70 • en plein tarif et 5,20 • au tarif réduit, sera appliqué jusqu'à cette date.

Relative aux porteurs de la carte Grand Voyageur de la SNCF

Dans le cadre d'un partenariat entre la RMN et la SNCF, les porteurs de la carte Grand Voyageur bénéficient d'une place offerte pour une place achetée, du 1<sup>er</sup> février au 30 avril 2005, sur présentation de leur carte de membre validée, dans les musées suivants :

- musée Picasso à Paris,
- musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye.

Relative aux porteurs de la carte Escapades

Dans le cadre d'un partenariat conclu entre la RMN et la SNCF, les porteurs de la carte Escapades bénéficient du tarif réduit jusqu'au 31 janvier 2006, sur présentation de leur carte de membre validée, dans les musées suivants :

- musée Picasso à Paris,
- musée du Moyen-Age - Thermes de Cluny à Paris,
- musée de céramique à Sèvres (92),
- musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau à Rueil-Malmaison (92),
- musée du château de Fontainebleau à Fontainebleau (77),
- musée de la Renaissance à Ecouen (95),
- musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye (78),

- musée des granges de Port-Royal à Magny-les-Hameaux (78),
- musée du château de Compiègne et musée de la voiture et du tourisme à Compiègne (60),
- musée Adrien-Dubouché à Limoges (87),
- musée napoléonien et africain à l'Ile d'Aix (17),
- musée de la maison de Bonaparte à Ajaccio (20),
- musée Magnin à Dijon (21),
- musée du château de Pau à Pau (64),
- musée des deux victoires Clémenceau-de-Lattre à Mouilleron-en-Pareds (85).

Relative à l'opération conclue avec les quotidiens *The New-York Times* et *International Herald Tribune*

Dans le cadre de l'opération «une entrée gratuite pour une entrée payante», les porteurs d'un coupon inséré dans les quotidiens *The New-York Times* et *International Herald Tribune* ou téléchargé à partir du Web, bénéficient du vendredi 7 au dimanche 9 janvier 2005, inclus, d'une entrée offerte pour un accompagnant au choix, lors de l'achat d'une entrée payante, aux collections permanentes des musées suivants :

- aquarium de la Porte-Dorée à Paris (75),
- musée Picasso à Paris (75),
- musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau à Rueil-Malmaison (92),
- musée du Moyen-Age à Paris (75),
- musée de céramique à Sèvres (92),
- musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye (92),
- musée de la Renaissance à Ecouen (95),
- musée du château de Fontainebleau (77),
- musée du château de Compiègne et musée de la voiture et du tourisme à Compiègne (60),
- musée Adrien-Dubouché à Limoges (87),
- musée Magnin à Dijon (21),
- musée de Préhistoire aux Eyzies-de-Tayac (24),
- musée du château de Pau (66).

Relative à la mise en place d'un billet Privilège à destination du public des Galeries nationales du Grand-Palais

Pour faciliter l'accès du public aux Galeries nationales du Grand-Palais, un billet Privilège est proposé pour les deux expositions :

- *Turner, Whistler, Monet* jusqu'au 17 janvier 2005 (NB : 950 billets délivrés au 08/12/04)

- *Images du monde flottant* jusqu'au 3 janvier 2005  
(NB : 900 billets délivrés au 08/12/04)

Ce billet, valable en dehors des plages horaires de réservation, donne accès à l'exposition uniquement à partir de 13 heures.

Ce billet est proposé au prix de 12 • (au lieu de 10 •) pour l'exposition *Turner, Whistler, Monet* et de 11 • (au lieu de 9 •) pour l'exposition *Images du monde flottant*.

Relative à la carte Sésame

Jusqu'au 31 décembre 2004, une offre exceptionnelle est réservée aux étudiants de moins de 26 ans, leur permettant de visiter les expositions de la saison 2004/2005 aux Galeries nationales du Grand-Palais accompagnés d'une deuxième personne de 13 à 25 ans inclus, après achat d'une carte Sésame au tarif jeune de 22 euros.

(NB : 36 cartes vendues au 08/12/04).

Relative au tarif réduit temporaire accordé aux collaborateurs de la société Novartis, au musée national des châteaux de Malmaison et Bois-Préau

A l'occasion de l'exposition *Bijoux des deux Empires, mode et sentiment*, organisée au château de Malmaison du 20 octobre 2004 au 28 février 2005, les salariés de la société Novartis (mécène de l'exposition), bénéficieront du tarif réduit au château de Malmaison, sur présentation de leur badge ou carte de service Novartis. Cet avantage ne s'applique pas à leurs accompagnateurs.

Relative à l'opération «Bon week-end...en villes» et le musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye

A l'occasion de l'opération «Bon week-end...en villes» qui se déroulera du 1<sup>er</sup> novembre 2004 au 31 octobre 2005, le tarif réduit est accordé, à l'entrée du musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye, aux touristes séjournant dans la ville de Saint-Germain-en-Laye, sur présentation de leur chéquier «Bon week-end...en villes» revêtu du cachet de l'hôtel.

Relative à la vente de billets au mécène de l'exposition *Catalogne romane. Sculptures du Val de Boï*

La Caixa Bank, mécène de l'exposition *Catalogne romane. Sculptures du Val de Boï*, est autorisée à acheter des billets au tarif préférentiel de 5 •, sans abattement complémentaire, auprès de Musée & compagnie.

Cela représente une réduction de 25 % sur le tarif plein de cette exposition.

Relative à une offre de réduction tarifaire pour les expositions du printemps 2005 aux GNGP

A titre expérimental, à l'occasion des expositions *Les arts des Indiens du Brésil et Chefs d'œuvre de la peinture française des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles dans les collections allemandes*, une réduction de 5 % sera accordée sur le tarif plein du droit d'entrée, pour tout achat groupé et à l'avance d'un minimum de 20 billets coupe-file délivrés par la boutique Musée & compagnie et de 20 catalogues de l'exposition correspondante fournis par le département de la vente aux entreprises de la RMN.

Un bilan sera fait à l'issue de ces deux expositions sur cette offre réservée aux entreprises.

### **Décision du 28 décembre 2004 relative à la carte Sésame.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

#### **Article unique**

A titre expérimental et dans le but de développer le segment des jeunes, le tarif de la carte Sésame Jeunes passera à un tarif unique à 15 • (au lieu d'un tarif plein à 22 • et d'un tarif collectivités à 18 •) pour la saison 2005, de février à août 2005.

Un bilan sera fait à l'issue de cette expérimentation conduisant à proposer de pérenniser ce tarif unique si le nombre de cartes Sésame Jeunes augmente significativement grâce à cette mesure.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

### **Décision du 28 décembre 2004 relative à un partenariat entre la SMEREP et la carte Sésame.**

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation



de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administratrice générale, du 23 octobre 2003,

Décide :

### Article unique

Dans le cadre d'un partenariat avec la mutuelle étudiante SMEREP, toute carte Sésame Jeunes achetée entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 avril 2004 permettra aux détenteurs de cette carte achetée via la SMEREP d'inviter un accompagnateur de moins de 26 ans chaque mercredi aux expositions se tenant aux GNGP entre mars et août 2005.

L'administratrice générale de la Réunion des musées nationaux,  
Sophie Aurand

## CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

### Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 9-2004 du 1<sup>er</sup> novembre 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, notamment son article L. 141-1 relatif au Centre des monuments nationaux,  
Vu le décret n° 84-145 du 27 février 1984 modifié portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

Vu la circulaire du 23 février 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de la culture et de la communication définissant le rôle des architectes de Bâtiments de France,

Vu la circulaire du 20 juillet 1995 du ministre de la culture fixant les interventions des architectes des Bâtiments de France dans les monuments historiques appartenant à l'Etat et affectés au ministère de la culture,

Vu la délibération du conseil d'administration n° 11 du 27 avril 2004,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu les décisions portant nomination des administrateurs,

Vu la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les annexes de la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 sont modifiées et complétées comme suit :

Nom et prénom	Monument
Ajouter : Eric Radovich	Villa gallo romaine de Montmaurin
Supprimer : Mariano Marcos	Villa gallo romaine de Montmaurin

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

### Annexe

Prénom	Eric
Nom	Rodovitch
Monument	Villa gallo-romaine de Montmaurin
Adresse	SDAP, 69, rue du Taur, 31000 Toulouse

### Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 7-2004 du 19 novembre 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, notamment son article L. 141-1 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 84-145 du 27 février 1984 modifié portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

Vu la délibération du conseil d'administration n° 11 du 27 avril 2004,

Vu la circulaire du 23 février 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de la culture et de la communication définissant le rôle des architectes de Bâtiments de France,

Vu la circulaire du 20 juillet 1995 du ministre de la culture fixant les interventions des architectes des Bâtiments de France dans les monuments historiques appartenant à l'Etat et affectés au ministère de la culture,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu les décisions portant nomination des administrateurs,

Vu la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les annexes de la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 sont modifiées et complétées comme suit :

Nom et prénom	Monument
Supprimer : Isabelle de Gourcuff	Château de Chambord
Ajouter : Patrick Monod	Château de Chambord

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

#### **Décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 6-2004 du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, notamment son article L. 141-1 relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 84-145 du 27 février 1984 modifié portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 19 avril 2002 portant nomination de

M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

Vu la délibération du conseil d'administration n° 11 du 27 avril 2004,

Vu la circulaire du 23 février 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie et du ministre de la culture et de la communication définissant le rôle des architectes de Bâtiments de France,

Vu la circulaire du 20 juillet 1995 du ministre de la culture fixant les interventions des architectes des Bâtiments de France dans les monuments historiques appartenant à l'Etat et affectés au ministère de la culture,

Vu la note du directeur n° 1402/174/AL/CS/SA/ en date du 29 janvier 2001, relative à la gestion des agents non titulaires rémunérés sur crédits,

Vu les décisions portant nomination des administrateurs,

Vu la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les annexes de la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 sont modifiées et complétées comme suit :

Nom et prénom	Monument
Ajouter : Antoine Lataste	Sites Mégalithiques de Carnac, de Locmariaquer et le Cairn de Barnenez

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet.

#### **Annexe**

Nom	Lataste
Prénom	Antoine
Monument	Sites mégalithiques de Carnac, Cairn de Barnenez, Site mégalithique de Locmariaquer
Adresse	Site mégalithique de Carnac, BP 152, 56343 Carnac
Nomination	01/12/04

## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décide :

### Décision n° 689-N du 14 décembre 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bruno Racine en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 1<sup>er</sup> août 2002 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 octobre 2000 nommant M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 2001 nommant M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2001 nommant M. Bruno Maquart, directeur général ;

Vu la décision n° 334 du 17 décembre 2003, portant organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu les décisions :

du 20 décembre 2002, nommant M. Philippe Bidaine, directeur des éditions ;

du 11 mars 2003, nommant Mme Hayet Zeggar, directrice de l'action éducative et des publics à compter du 6 mars 2003 ;

du 4 février 2003, nommant M. Martin Bonnichon, directeur juridique et financier ;

du 1<sup>er</sup> avril 2004, nommant Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines ;

du 1<sup>er</sup> avril 2004, nommant Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production ;

du 21 juin 2004, nommant M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;

du 1<sup>er</sup> octobre 2004, nommant Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité ;

du 29 novembre 2004, nommant Mme Roya Nasser, directrice de la communication ;

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Racine, président, délégation de signature est donnée à M. Bruno Maquart, directeur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 8 du décret n° 92-1351 modifié susvisé et entrant dans le cadre de ses compétences.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Martin Bonnichon, directeur juridique et financier, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 90 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 90 000 • HT sur marchés notifiés ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats et conventions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bonnichon, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Rossi-Legouet, adjointe au directeur juridique et financier, chef du service des marchés, et à Mme Paule Mathonnat, adjointe au directeur juridique et financier, chargée des affaires financières et du contrôle de gestion, à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Martin Bonnichon, directeur juridique et financier, de Mme Catherine Rossi-Legouet, adjointe au directeur juridique et financier, chef du service des marchés et de Mme Paule Mathonnat, adjointe au directeur juridique et financier, chargée des affaires financières et du contrôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 • HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bonnichon, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Christine Alvès-Condé, chef du service juridique, à l'effet de signer :

- les copies certifiées conformes des contrats et conventions.

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Christine Alvès-Condé, chef du service juridique, et à M. Henry de Langle, chef du service des archives, à Mme Marie-José Roumégoux, attachée de gestion, à l'effet de signer dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 3.** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs,
- les copies certifiées conformes des contrats d'acquisition,
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Perras, administratrice du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Sylvie Perras, administratrice du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, délégation de signature est donnée à Mme Chantal Lachkar, adjointe du chef de service, responsable du secteur des imprimés, à l'effet de signer dans les mêmes limites, les mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Sylvie Perras, administratrice du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à Mme Josette Lelange, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à Mme Josette Guilbert, administratrice du département

du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Païni, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à Mme Marianne Alphant, chef du service des revues parlées, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, à M. Roger Rotmann, chef du service des forums de société, à Mme Sylvie Pras, chef du service des cinémas, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du département du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 • HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 • HT ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Delphine Reffait, adjointe à la directrice de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs ;

et en tant que chef du service administration et finances, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine Reffait, adjointe à la directrice de la production, chef du service administration et finances et responsable du pôle de gestion, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, attaché principal chargé d'exercer les fonctions d'adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs ;

et en tant qu'adjoint au chef du service administratif et financier, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Sentis-Maillac, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à Mme Anne Baylac-Martres, chef du service audiovisuel, à Mme Annie Boucher, chef du service de la régie des

œuvres, à Mme Catherine Duruel, chef du service des collections, à Mme Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à M. Maurice Lotte, chef du service de la régie des salles, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 • HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Thierry Buffeteau, chef de service, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de la sécurité, et de M. Thierry Buffeteau, adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 • HT.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie Lemonnier, directrice du bâtiment et de

la sécurité et de M. Thierry Buffeteau adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Patrick Heslot, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Heslot, chef du service sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service de sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à M. Jean-François Amoros, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Patrick Heslot, chef du service sécurité, à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service sécurité, à M. Patrick Lextra, adjoint au chef de service du bâtiment et de la sécurité, responsable du pôle logistique d'aménagement, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité les attestations de service fait.

**Art. 7.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Hayet Zeggar, directrice de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hayet Zeggar, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Bakta Thirode, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hayet Zeggar, directrice de l'action éducative et des publics, délégation de signature est donnée à M. Patrice Chazottes, chef du service de la programmation jeune

public, à Mme Véronique Hahn, chef du service éducatif, à Mme Jocelyne Augier, chef du service des relations avec le public, à Mme Josée Chapelle, chef du service de l'information du public, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 8.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Philippe Bidaine, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 • HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Bidaine, directeur des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Bidaine, directeur des éditions, délégation de signature est donnée à M. Matthias Battestini, responsable des contrats de coédition et des recettes, chargé de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les actes d'ordonnancement de recettes d'un montant inférieur à 90 000 • HT.

Délégation de signature est donnée à Mme Françoise Marquet, chef du pôle éditorial, à M. Benoît Collier, responsable du pôle commercial, à Mme Josiane Peperty, responsable du pôle ventes et stocks ; pour le pôle gestion des droits, à M. Matthias Battestini, responsable des contrats de coédition et des recettes, chargé de gestion et à Mme Claudine Guillon, responsable des droits d'auteur et de l'iconographie ; à Mme Bernadette Borel et à MM. Jacky Pouplard, Patrice Henry et Martial Lhuillery, chefs du pôle de fabrication, à M. François Quéré, responsable éditorial du site Internet, à l'effet de signer, dans la limite des

crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 9.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Roya Nasser, directrice de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Roya Nasser, directrice de la communication, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Martinez, adjoint à la directrice, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Roya Nasser et de M. Emmanuel Martinez, adjoint à la directrice, délégation de signature est donnée à Mlle Sofia Bergström, attachée principale chargée de la coordination et de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

**Art. 10.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Kathia Julienne, adjointe à la directrice des ressources humaines, chef du service du développement social et de la formation, à M. Stève Fagot, adjoint à la directrice des ressources humaines, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine Fourcade, directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 11.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Bielecki, directeur des systèmes d'information, délégation de signature est donnée à M. Huynh Thien Trieu, adjoint au directeur des systèmes d'information, chef du service de l'exploitation et des réseaux, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

**Art. 12.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Maquart, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Martinez, adjoint au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits du budget de la présidence placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

15 000 • HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 • HT sur marchés notifiés ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel Martinez, adjoint au directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mlle Sofia Bergström, attachée principale chargée de la coordination et de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

**Art. 13.** - La présente décision qui entre en vigueur le 15 décembre 2004, annule et remplace toutes décisions de délégation antérieures.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Bruno Racine

### **Décision n° 523 du 17 décembre 2004 portant nomination.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les dispositions statutaires applicables au personnel contractuel du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la demande de détachement de Mme Katia Julienne,

Décide :

### **Article unique**

Mme Katia Julienne est nommée chef du service du développement social et de la formation, adjointe à la directrice des ressources humaines à compter du 15 décembre 2004.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Bruno Racine



**Décision n° 595 du 20 décembre 2004 portant affectation.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Décide:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – M. Thierry Buffeteau est affecté à la direction du bâtiment et de la sécurité en qualité de chef de service pour exercer les fonctions d'adjoint à la directrice du bâtiment et de la sécurité.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet au 9 novembre 2004.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Bruno Racine

**Décision n° 596 du 20 décembre 2004 portant affectation.**

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Mlle Roya Nasser est affectée à la direction de la communication en qualité de directrice pour exercer les fonctions de directrice de la communication.

**Art. 2.** - La présente décision prend effet au 29 novembre 2004.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Bruno Racine

---

---

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES  
ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES**
**Décision du 17 novembre 2004 relative au site Internet de l'INRAP dans le cadre duquel sont mis en œuvre des traitements automatisés d'informations nominatives.**

Le conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ensemble le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application de la loi du 6 janvier 1978 précitée,

Vu la lettre de la commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 10 mai 2004 accusant réception de la demande d'avis de l'INRAP relative à un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité principale est le site Internet de l'INRAP, enregistrée sous le n° 1013713 et précisant le délai au terme duquel l'avis de la CNIL sera tacitement réputé favorable, conformément à l'article 15, alinéa 2 de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés susvisée,

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 17 novembre 2004,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est créé à l'Institut national de recherches archéologiques préventives, 7 rue de Madrid - 75008 Paris, un site Internet dans le cadre duquel sont mis en œuvre les traitements automatisés d'informations nominatives suivants :

- présentation de l'Institut national de recherches archéologiques préventives et de son activité,
- diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant à l'établissement public : annuaire, organigramme, interviews de responsables locaux de l'établissement,

- accès restreint à certains services du site, ouverts aux partenaires de l'établissement (aménageurs, ministère de tutelle, collectivités locales, etc.), les services concernés ayant pour finalité : l'information sur les projets ou les opérations en cours avec les partenaires de l'établissement, et la mise à disposition de documents téléchargeables et de formulaires de demande de renseignements précisant l'identité et la qualité des demandeurs.

**Art. 2.** - Les catégories d'informations nominatives traitées sont :

- les noms, prénoms et adresses électroniques, s'agissant de la diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant à l'établissement,
- les codes d'accès et mots de passe, s'agissant de l'accès restreint à certains services du site ayant pour finalité l'information sur les projets ou les opérations en cours avec les partenaires de l'établissement, et la mise à disposition de documents téléchargeables et de formulaires de demande de renseignements précisant l'identité et la qualité des demandeurs.

**Art. 3.** - Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

- l'établissement public et les visiteurs du site Web, s'agissant de la diffusion d'informations relatives à des personnes appartenant à l'établissement public,
- l'établissement public, s'agissant de l'accès restreint à certains services du site ayant pour finalité l'information sur les projets ou les opérations en cours avec les partenaires de l'établissement, et la mise à disposition de documents téléchargeables et de formulaires de demande de renseignements précisant l'identité et la qualité des demandeurs.

**Art. 4.** - Le droit d'accès prévu par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du service de la communication externe de l'établissement public. Les personnes disposent d'un droit d'opposition à la diffusion sur le site d'informations les concernant et en sont informées par une note d'information adressée au personnel de l'établissement. Les utilisateurs du site sont informés de leurs droits au moyen de mentions figurant au sein des pages d'accueil des rubriques du site.

**Art. 5.** - La directrice générale de l'établissement public est chargée de l'exécution du présent acte réglementaire qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture.

Pour le conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives :

Le président,  
Jean-Paul Demoule

## MANUFACTURE NATIONALE DE SEVRES

### **Décision du 6 décembre 2004 relative aux remises consenties sur les prix de vente des productions de la manufacture nationale de Sèvres.**

Vu le décret n° 81-447 du 27 avril 1981, relatif à la manufacture nationale de Sèvres ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2002, érigeant la manufacture nationale de Sèvres en service à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2004 portant sur l'organisation de la manufacture nationale de Sèvres ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2003, portant nomination des membres qualifiés du conseil consultatif pour la création artistique dans le domaine de la céramique ;

En remplacement de la décision du 8 avril 1991,

Il est décidé :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Bénéficient d'une remise de 20 % (vingt pour cent) sur les prix de vente des productions de la manufacture nationale de Sèvres, et sur présentation des justificatifs correspondant en bonne et due forme :

- les agents du ministère de la culture et de la communication et de ses établissements publics ;
- les membres du conseil consultatif pour la création artistique dans le domaine de la céramique ;
- les membres du Gouvernement et des assemblées parlementaires lorsqu'ils achètent pour l'accomplissement des devoirs protocolaires, sur présentation d'un bon de commande officiel.

**Art. 2.** - Les sociétés ou agents intermédiaires qui achètent en nombre et se chargent de revendre en France et à l'étranger, des pièces de la manufacture bénéficient d'une remise de 10 % (dix pour cent) à 20 % (vingt pour cent) sur les prix de vente des rééditions anciennes de la manufacture.

Cette remise peut aller jusqu'à 30 % (trente pour cent) pour certaines productions contemporaines, postérieures à 1980.

**Art. 3.** - La remise, strictement personnelle, accordée au personnel en activité à la manufacture est de 40 % (quarante pour cent) sur les prix de vente. Elle est fixée à 20 % (vingt pour cent) pour les agents retraités de la manufacture.

**Art. 4.** - Le directeur peut accorder une remise discrétionnaire limitée à 10 % (dix pour cent) du prix

de vente aux clients particuliers et aux sociétés privées, dans le cadre d'une stratégie commerciale et le cas échéant, à titre tout à fait exceptionnel, pour des pièces éditées et mises en vente depuis au moins 3 (trois) ans, consentir un tarif négocié qu'il lui appartient seul d'arrêter.

**Art. 5.** - Deux fois par an, une vente des pièces déclarées au rebut est effectuée au seul bénéfice du personnel. Les tarifs des produits vendus dans ce cadre sont préalablement déterminés par la direction. Ces pièces sont obligatoirement démarquées et n'ont pas vocation à être revendues.

**Art. 6.** - Un agent de la manufacture nationale de Sèvres qui part à la retraite se voit la possibilité de recevoir, à titre gracieux, une pièce de porcelaine, dont le choix et la valeur sont arrêtés par le directeur qui tient compte du nombre des années d'exercice professionnel, déduction faite des éventuelles années de disponibilité.

**Art. 7.** - Le directeur de la manufacture nationale de Sèvres est chargé de l'application de la présente décision.

Le directeur de la manufacture nationale de Sèvres,  
David Caméo

---

---

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### NOVEMBRE 2004

#### J.O n° 256 du 3 novembre 2004

##### Culture et communication

Texte n° 80 Arrêtés du 20 octobre 2004 portant nomination (M. Poulhès Louis : DRAC Réunion, M. Hauss Alain : DRAC Guyane, M. Heulot Laurent : DRAC Guadeloupe).

#### J.O n° 257 du 4 novembre 2004

##### Economie, finances et industrie

Texte n° 8 Arrêté du 22 octobre 2004 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

Texte n° 9 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 13 au 17 septembre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titres III et V).

##### Culture et communication

Page 18660 Arrêté du 19 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 26 septembre 2002 modifié fixant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

#### J.O n° 258 du 5 novembre 2004

##### Culture et communication

Texte n° 73 Décrets du 3 novembre 2004 portant nomination de directeurs d'écoles d'architecture (M. Leandri Paul : Clermont-Ferrand ; M. Ghilini Laurent : Lyon ; M. Landeau Christian : Bretagne).

##### Conventions collectives

Page 18708 Arrêté du 20 octobre 2004 portant extension de la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens en tournées du 7 février 2003 et d'un avenant à ladite convention (n° 2310).

#### J.O n° 259 du 6 novembre 2004

##### Ecologie et développement durable

Page 18783 Arrêté du 25 octobre 2004 instituant le Prix du paysage et modifiant l'arrêté du 16 février 1989 modifié instituant le Grand Prix d'architecture,

le Grand Prix d'urbanisme et d'art urbain, le Trophée de la promotion de l'architecture, le Trophée de la critique architecturale et le Trophée du paysage.

##### Culture et communication

Page 18783 Arrêté du 7 octobre 2004 portant renouvellement de l'agrément de la société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques en vue de la gestion du droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement sur le territoire national à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne.

Page 18783 Arrêté du 12 octobre 2004 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 18789 Décision du 7 octobre 2004 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

#### J.O n° 260 du 7 novembre 2004

##### Economie, finances et industrie

Texte n° 8 Arrêté du 2 novembre 2004 portant transfert de crédits (Culture, titre VI).

Texte n° 9 Arrêté du 2 novembre 2004 portant transfert de crédits (Culture, titre III).

#### J.O n° 261 du 9 novembre 2004

##### Culture et communication

Page 18927 Arrêté du 23 septembre 2004 portant nomination à la commission chargée de donner un avis en matière de soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des établissements de spectacles cinématographiques dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées ou dans les zones géographiques dont les agglomérations sont insuffisamment équipées en établissements cinématographiques dont la ou les salles sont classées dans la catégorie art et essai.

Page 18927 Arrêté du 23 septembre 2004 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 8 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Texte n° 58 Arrêté du 19 octobre 2004 portant admission à la retraite (M. Jenn Jean-Marie, Joseph et M. Lacambre Jean, Jacques : conservateurs généraux du patrimoine).

#### **J.O n° 262 du 10 novembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 19016 Décret n° 2004-1189 du 2 novembre 2004 modifiant le décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

Page 19016 Arrêté du 20 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1992 fixant la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur territorial du patrimoine et de conservateur en chef territorial du patrimoine.

Page 19050 Arrêté du 26 octobre 2004 portant nomination de maîtres d'art.

#### **J.O n° 263 du 11 novembre 2004**

##### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 3 Décret n° 2004-1191 du 9 novembre 2004 portant virement de crédits (Culture, titre III).

##### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 19096 Arrêté du 27 octobre 2004 portant définition et fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle «assistant technique en instruments de musique à quatre options : accordéon, guitare, instruments à vent et piano».

##### **Fonction publique et réforme de l'Etat**

Page 19107 Décret n° 2004-1193 du 9 novembre 2004 portant diverses mesures relatives à la fonction publique de l'Etat.

##### **Culture et communication**

Page 19126 Arrêté du 4 novembre 2004 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès d'un groupement d'intérêt public (ARC-Nucléart : M. Dessaux Christophe).

Page 19126 Arrêté du 4 novembre 2004 portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès d'un groupement d'intérêt public (CICRP : M. Dessaux Christophe).

#### **J.O n° 264 du 13 novembre 2004**

##### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 15 Arrêté du 5 novembre 2004 portant transfert de crédits (Culture, titre V).

Texte n° 19 Arrêté du 8 octobre 2004 homologuant la décision n° 2003-704 de l'Autorité de régulation des télécommunications du 12 juin 2003 fixant les conditions

d'utilisation des installations radioélectriques permettant de rendre inopérants, tant pour l'émission que pour la réception, les téléphones mobiles de tous types dans l'enceinte des salles de spectacle.

##### **Fonction publique et réforme de l'Etat**

Page 19166 Arrêté du 2 novembre 2004 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens et concours de recrutement portant sur le traitement de l'information.

##### **Outre-mer**

Page 19169 Arrêté du 8 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'article 4 du décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant réglementation du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer (rectificatif).

##### **Culture et communication**

Page 19167 Arrêté du 26 août 2004 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Page 19168 Arrêté du 27 octobre 2004 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Texte n° 109 Arrêté du 26 octobre 2004 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs du patrimoine).

Page 19172 Arrêté du 28 octobre 2004 portant nomination au conseil d'administration du théâtre national de Chaillot.

##### **Autorité de régulation des télécommunications**

Texte n° 116 Décision n° 2003-704 du 12 juin 2003 fixant les conditions d'utilisation des installations radioélectriques permettant de rendre inopérants, tant pour l'émission que pour la réception, les téléphones mobiles de tous types dans l'enceinte des salles de spectacle.

##### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

##### **Défense**

Page 19178 Avis de recrutement du chef de l'orchestre de jazz de la musique de l'air.

#### **J.O n° 265 du 14 novembre 2004**

##### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 4 Arrêté du 4 novembre 2004 portant répartition de crédits (Culture, titre V).

**J.O n° 266 du 16 novembre 2004****Ordre national du Mérite**

Page 19225 Décret du 15 novembre 2004 portant promotion et nomination [au titre de la culture, nos collègues : commandeur : M. Jarrige Jean-François (conservateur général du patrimoine), Mme Ziegler Christiane (conservatrice générale du patrimoine) ; officier : M. Bredel Jean-Luc (directeur régional des affaires culturelles), Mme Huchard Viviane (conservatrice générale du patrimoine), Mme Henrot Martine (chargée de mission dans un musée) ; chevalier : M. Bez Alain (directeur régional adjoint des affaires culturelles), Mme Chatenay-Dolto Véronique (directrice régionale des affaires culturelles), M. Chedal Jean-Claude (inspecteur général adjoint des enseignements artistiques), M. Chevalier Jean-Louis (architecte), M. De Poorter Serge (conservateur général du patrimoine), M. Fusier Jean (conservateur délégué des antiquités et objets d'art), Mme Giannattasio Isabelle (conservatrice générale des bibliothèques), Mme Godard Agnès (directrice de la photographie), Mme Julia Isabelle (conservatrice en chef du patrimoine, directrice d'un musée), Mme Lemaistre Evelyne (conservatrice en chef du patrimoine), Mme Lucet Marie-Hélène, épouse Lavallée (conservatrice en chef du patrimoine), Mme Monbeig Catherine, épouse Goguel (directrice de recherche au département des arts graphiques du musée du Louvre), Mme Toulet Emmanuelle (conservatrice en chef de la bibliothèque d'un musée)].

**Emploi, travail et cohésion sociale**

Page 19277 Arrêté du 28 octobre 2004 portant attribution de licences d'agent artistique et transfert d'un siège.

**Culture et communication**

Texte n° 87 Arrêté du 11 octobre 2004 portant inscription sur une liste d'aptitude (ingénieurs de recherche).

Page 19292 Arrêté du 26 octobre 2004 portant habilitation à procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France au titre du 3° de l'article 13 du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

Texte n° 89 Arrêté du 4 novembre 2004 portant cessation de fonctions (Mme Chateauminois Alyette : DRAC Réunion).

**J.O n° 267 du 17 novembre 2004****Culture et communication**

Page 19324 Arrêté du 4 novembre 2004 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine : fauteuil «Sirène», réalisé par Eileen Gray (1878-1976).

Texte n° 82 Arrêté du 11 octobre 2004 portant

admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Deschamps Monique).

Texte n° 83 Arrêté du 5 novembre 2004 portant nomination du secrétaire général de l'école du Louvre (M. Ballu Jacques).

**Avis divers**

Texte n° 107 Avis n° 2004-22 de la Commission consultative des trésors nationaux : fauteuil «Sirène», réalisé par Eileen Gray (1878-1976).

**J.O n° 268 du 18 novembre 2004****Economie, finances et industrie**

Page 19360 Arrêté du 29 octobre 2004 portant désignation de la mission de contrôle des organismes chargés de la réalisation des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme pour exercer le contrôle économique et financier de l'Etat sur la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Page 19361 Décret n° 2004-1212 du 10 novembre 2004 portant extension et adaptation en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et en Nouvelle-Calédonie de certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques et du décret n° 96-1178 du 27 décembre 1996 relatif à l'Agence nationale des fréquences.

**Affaires étrangères**

Page 19431 Décret n° 2004-1217 du 8 novembre 2004 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres du 26 novembre 2002 concernant le statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement complétant l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne, signé le 7 février 1969.

**Culture et communication**

Texte n° 86 Décision du 22 octobre 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Faraj Ghassan).

**J.O n° 269 du 19 novembre 2004****Economie, finances et industrie**

Texte n° 2 Arrêté du 12 novembre 2004 portant transfert de crédits (Culture, titre IV).

**J.O n° 270 du 20 novembre 2004****Economie, finances et industrie**

Texte n° 3 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 20 au 24 septembre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titre V).

**Culture et communication**

Page 19603 Arrêté du 5 novembre 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La France romane* au musée du Louvre).

Texte n° 78 Arrêté du 12 novembre 2004 portant nomination et titularisation (M. Guitton Maxime, attaché d'administration centrale).

**J.O n° 271 du 21 novembre 2004****Economie, finances et industrie**

Texte n° 7 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 27 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titres III et V).

**Culture et communication**

Page 19641 Décret n° 2004-1232 du 20 novembre 2004 fixant le statut du théâtre national de l'Opéra-Comique.

Texte n° 19 Décret du 17 novembre 2004 portant délégation de signature (délégation aux arts plastiques).

**Conventions collectives**

Page 19654 Arrêté du 5 novembre 2004 portant extension d'un avenant aux conventions collectives nationales de la radiodiffusion (n° 1922) et des journalistes (n° 1480).

**J.O n° 272 du 23 novembre 2004****Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 19688 Arrêté du 17 novembre 2004 fixant au titre de l'année 2004 le contingent de postes offerts au concours réservé de recrutement d'assistants des bibliothèques.

**Culture et communication**

Page 19706 Arrêté du 4 novembre 2004 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble (Mme Very Françoise).

Page 19706 Arrêté du 4 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble.

Page 19706 Arrêté du 4 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand (Mme Henri-Martin Catherine).

**J.O n° 273 du 24 novembre 2004****Premier ministre**

Page 19737 Circulaire du 16 novembre 2004 relative à la réforme de l'administration départementale de l'Etat.

**Economie, finances et industrie**

Texte n° 20 Tableau récapitulatif des ouvertures de

crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 4 au 8 octobre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titres III et V).

**Culture et communication**

Texte n° 57 Décret du 22 novembre 2004 portant délégation de signature (direction des musées de France).

Page 19879 Arrêté du 16 novembre 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours pour le recrutement de maîtres ouvriers du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

**J.O n° 274 du 25 novembre 2004****Culture et communication**

Page 19979 Arrêté du 10 novembre 2004 relatif à l'indemnité de fonctions et de résultats en faveur de certains personnels de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication.

Page 19979 Arrêté du 15 novembre 2004 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (un manuscrit enluminé sur parchemin, *La Vie et les Miracles de saint François d'Assise*, par saint Bonaventure).

**Avis divers**

Page 20051 Avis n° 2004-24 de la Commission consultative des trésors nationaux (un manuscrit enluminé sur parchemin, *La Vie et les Miracles de saint François d'Assise*, par saint Bonaventure).

**J.O n° 275 du 26 novembre 2004****Fonction publique**

Page 20102 Décret n° 2004-1267 du 23 novembre 2004 modifiant le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité.

Page 20103 Arrêté du 28 septembre 2004 modifiant l'arrêté du 28 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Nord – Pas-de-Calais).

Page 20103 Arrêté du 8 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 25 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Première couronne).

Page 20103 Arrêté du 12 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 28 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Martinique).

Page 20103 Arrêté du 25 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 17 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Bretagne).

Page 20103 Arrêté du 25 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 3 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Page 20103 Arrêté du 26 octobre 2004 modifiant l'arrêté du 28 mai 2004 portant ouverture en 2004 de concours (un concours externe et un concours interne) pour le recrutement de bibliothécaires territoriaux (Aquitaine).

#### **Conventions collectives**

Page 20114 Arrêté du 15 novembre 2004 portant extension d'un accord professionnel national sur les salaires du personnel des études des commissaires-priseurs judiciaires et des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

### **J.O n° 276 du 27 novembre 2004**

#### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 9 Décret n° 2004-1271 du 25 novembre 2004 portant virement de crédits (Culture, titre III).

Texte n° 11 Décret n° 2004-1273 du 26 novembre 2004 portant annulation de crédits (Culture, titres V et VI).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 109 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 110 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **J.O n° 277 du 28 novembre 2004**

#### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 9 Arrêté du 23 novembre 2004 portant répartition de crédits (Culture, titre V).

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 11 au 15 octobre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titres III et V).

### **J.O n° 278 du 30 novembre 2004**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 20311 Décret n° 2004-1299 du 26 novembre 2004 relatif à la commission des marchés publics de l'Etat.

Texte n° 24 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 18 au 22 octobre 2004 (Gestion 2004) (Culture, titres III et V).

#### **Fonction publique**

Page 20343 Décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 2000-815 du 25 août 2000

relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

Page 20343 Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Texte n° 153 Arrêté du 18 novembre 2004 fixant la liste d'aptitude à l'emploi d'administrateur civil établie au titre de l'année 2004 (Culture : Mme Casala Marie-Christine, attachée principale des services déconcentrés).

#### **Culture et communication**

Page 20359 Décret n° 2004-1309 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 99-79 du 5 février 1999 modifié relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale et à la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générale.

Page 20360 Décret n° 2004-1310 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n° 2002-629 du 25 avril 2002 instituant une aide à la distribution de la presse nationale d'information politique et générale.

Page 20360 Décret n° 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger.

Page 20361 Décret n° 2004-1312 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la presse hebdomadaire régionale et locale.

Page 20362 Décret n° 2004-1313 du 26 novembre 2004 créant le fonds d'aide au développement des services en ligne des entreprises de presse.

Page 20378 Décret du 29 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France Outre-mer (Mme Durupt Anne).

Page 20378 Décret du 29 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France Outre-mer (M. Leyssène Philippe).

Page 20378 Décision du 19 novembre 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tazir Mohamed-Amine).

Page 20378 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

Page 20378 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de restaurateur du patrimoine au titre de l'année 2004.

### **J.O n° 279 du 1<sup>er</sup> décembre 2004**

#### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 33 Arrêté du 26 novembre 2004 portant répartition de crédits (Culture, titre III).

#### **Culture et communication**

Texte n° 66 Arrêté du 15 novembre 2004 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse



au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.  
Page 20485 Arrêté du 17 novembre 2004 portant désignation d'un commissaire du Gouvernement auprès de l'Association pour le soutien du théâtre privé (le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ou son représentant).

Texte n° 122 Arrêté du 3 novembre 2004 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Berche Claire).

Page 20494 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination à la Cité de l'architecture et du patrimoine (Mme Arnould Marie-Paule, M. Rambert Francis, Mme Grubert Mireille).

Page 20494 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Ory-Lavollée Bruno).

Page 20494 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination à la commission du contrôle des recettes et de la réglementation (M. Cottin Jean, M. Sebbag Marc-Olivier).

#### **J.O n° 280 du 2 décembre 2004**

##### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 20528 Arrêté du 23 novembre 2004 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance de certaines spécialités de diplôme des métiers d'art.

##### **Culture et communication**

Page 20550 Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le Néo-impressionnisme de Seurat à Klee* au musée d'Orsay).

Page 20550 Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Le Maître au feuillage brodé - secret d'atelier* à Lille).

Page 20551 Arrêté du 19 novembre 2004 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Texte n° 74 Arrêté du 4 novembre 2004 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Tasca Catherine).

##### **Premier ministre**

Texte n° 36 Arrêté du 23 novembre 2004 portant inscription à un tableau d'avancement et promotion (architectes et urbanistes de l'Etat).

Texte n° 37 Arrêté du 23 novembre 2004 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'Etat).

Texte n° 38 Arrêté du 23 novembre 2004 portant inscription à un tableau d'avancement et promotion (architectes et urbanistes en chef de l'Etat).

#### **J.O n° 281 du 3 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 20610 Arrêté du 17 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration du Centre des monuments nationaux (M. Manteï Christian).

Texte n° 29 Arrêté du 23 novembre 2004 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mlle Carret Marie-Odile).

#### **J.O n° 282 du 4 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 20645 Arrêté du 13 octobre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (M. Tessier Marc).

Page 20645 Arrêté du 17 novembre 2004 portant nomination (chefs de service départemental de l'architecture et du patrimoine) (M. Gauthiez Bernard).

Page 20645 Arrêté du 17 novembre 2004 portant nomination (chefs de service départemental de l'architecture et du patrimoine) (M. Radovitch Eric).

Page 20645 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination des diplômés de l'atelier national d'art textile de l'école nationale supérieure de création industrielle, sessions 2002, 2003 et 2004.

Texte n° 63 Arrêté du 25 novembre 2004 portant intégration (administration centrale) (M. Cougrand Philippe).

Texte n° 64 Arrêté du 25 novembre 2004 portant admission à la retraite (administration centrale) (Mme Gougeat Annie).

Page 20645 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

#### **J.O n° 283 du 5 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 20667 Arrêté du 29 septembre 2004 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 20676 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Lyon (M. Sardin Philippe).

Page 20676 Arrêté du 25 novembre 2004 portant nomination à la commission de contrôle du Mobilier national (Mme Briot Nicole).

#### **J.O n° 286 du 9 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 20816 Arrêté du 24 novembre 2004 modifiant l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de

l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse portant composition de la commission nationale prévue audit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 20820 Décret du 6 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Pages Olivier).

Page 20820 Arrêté du 25 novembre 2004 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (Mme Huisse Catherine et M. Roudet Ludovic).

Page 20820 Arrêté du 25 novembre 2004 portant nomination au comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (Président : M. Silicani Jean-Ludovic, suppléant : M. Mary Jean-François).

Page 20820 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

#### **J.O n° 287 du 10 décembre 2004**

Page 20857 Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit.

##### **Fonction publique et réforme de l'Etat**

Page 20904 Arrêté du 15 novembre 2004 portant ouverture de concours pour le recrutement de techniciens supérieurs territoriaux.

Page 20905 Arrêté du 30 novembre 2004 fixant le nombre de postes offerts aux concours interministériels d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2004 et leur répartition par corps et par institut régional d'administration (formation du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2006).

##### **Culture et communication**

Page 20906 Décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'Etablissement public du musée du quai Branly.

#### **J.O n° 289 du 12 décembre 2004**

##### **Conventions collectives**

Page 21182 Arrêté du 26 novembre 2004 portant extension d'accords régionaux (Aquitaine, Auvergne, Haute-Normandie, Limousin, Picardie) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 21184 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

#### **J.O n° 290 du 14 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

page 21220 Arrêté du 2 décembre 2004 portant

nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Strasbourg.

#### **J.O n° 291 du 15 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 21267 Décret du 14 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Bied-Charreton Hugues).

Texte n° 40 Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2004 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Leman Pierre).

Page 21267 Arrêté du 7 décembre 2004 portant nominations au conseil d'administration de l'école nationale supérieure des beaux-arts.

##### **Fonction publique et de la réforme de l'Etat**

Page 21263 Arrêté du 3 décembre 2004 relatif aux modalités d'application de l'article 11 du décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat.

Page 21265 Arrêté du 10 décembre 2004 portant nomination à la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'Etat et les collectivités territoriales (Mme Rialle-Salaber Geneviève, suppléante).

#### **J.O n° 292 du 16 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Page 21305 Arrêté du 23 novembre 2004 portant modification du périmètre du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la ville de Bayeux (Calvados).

Page 21310 Arrêté du 9 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

#### **J.O n° 293 du 17 décembre 2004**

##### **Culture et communication**

Texte n° 44 Arrêté du 10 décembre 2004 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Page 21352 Décision du 8 décembre 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Angoula Jean-Félix).

Page 21352 Décision du 8 décembre 2004 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Poulet Imèn).

#### **J.O n° 294 du 18 décembre 2004**

##### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 21530 Arrêté du 8 décembre 2004 fixant les dates des épreuves des concours d'admission à la formation initiale de l'école nationale supérieure des arts et techniques du théâtre ainsi que le nombre

maximal de candidats à admettre par département pour la session 2005.

#### **Culture et communication**

page 21541 Arrêté du 6 décembre 2004 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (manuscrit sur parchemin : traduction française par Pierre Bersuire des Décades de l'Histoire romaine de Tite-Live).

Page 21544 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination à la commission consultative d'aide à la première exposition et au premier catalogue.

Page 21544 Arrêté du 29 novembre 2004 portant nomination (chefs de service départementaux de l'architecture et du patrimoine) (M. Gondran François).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

##### **Culture et communication**

Texte n° 94 Avis de vacance d'un emploi (DRAC Martinique).

##### **Avis divers**

Page 21590 Avis n° 2004-28 de la Commission consultative des trésors nationaux (manuscrit sur parchemin : traduction française par Pierre Bersuire des Décades de l'Histoire romaine de Tite-Live).

### **J.O n° 296 du 21 décembre 2004**

#### **Fonction publique et réforme de l'Etat**

Page 21727 Arrêté du 27 octobre 2004 portant ouverture de concours par le Centre national de la fonction publique territoriale pour l'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques (session 2005).

Page 21727 Arrêté du 27 octobre 2004 fixant la date des épreuves et la répartition des délégations organisatrices du Centre national de la fonction publique territoriale pour l'organisation des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005).

Page 21728 Arrêté du 22 novembre 2004 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Nord - Pas-de-Calais).

Page 21729 Arrêté du 22 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Page 21729 Arrêté du 22 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Bretagne).

Page 21730 Arrêté du 22 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du

patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Bourgogne).

Page 21730 Arrêté du 24 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Réunion).

Page 21731 Arrêté du 25 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Première couronne).

Page 21731 Arrêté du 30 novembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Martinique).

#### **Culture et communication**

Page 21735 Arrêté du 18 novembre 2004 portant nomination à la commission nationale consultative pour l'attribution des aides à l'édition d'art contemporain et des allocations en théorie critique d'art (Mme Belin Valérie).

Page 21735 Arrêté du 9 décembre 2004 portant nomination au conseil scientifique de la Bibliothèque nationale de France (M. Roche Daniel).

Page 21735 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **J.O n° 298 du 23 décembre 2004**

#### **Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer**

Page 21829 Arrêté du 15 décembre 2004 fixant la nature des épreuves et les modalités d'organisation de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

#### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 21836 Arrêté du 15 décembre 2004 conférant le diplôme de conservateur des bibliothèques à des élèves de l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques de la promotion 2003-2004.

#### **Culture et communication**

Texte n° 59 Arrêté du 24 novembre 2004 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (MM. Klein René et Olivier Patrick).

### **J.O n° 299 du 24 décembre 2004**

#### **Fonction publique et réforme de l'Etat**

Page 21924 Arrêté du 7 décembre 2004 portant ouverture des concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du

patrimoine et des bibliothèques (session 2005) (Aquitaine).

#### **Culture et communication**

Page 21930 Décret n° 2004-1392 du 22 décembre 2004 pris pour l'application de l'article 20-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Page 21932 Décret n° 2004-1393 du 22 décembre 2004 modifiant certaines dispositions du code des postes et des communications électroniques.

Page 21932 Décret n° 2004-1394 du 22 décembre 2004 modifiant le décret n° 97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse.

Page 21933 Arrêté du 13 décembre 2004 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2002 modifié relatif aux conditions d'admission et à l'organisation de la scolarité des élèves du département des restaurateurs du patrimoine de l'Institut national du patrimoine.

Texte n° 132 Arrêté du 27 avril 2004 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Marie-Ange Gourio).

Texte n° 133 Arrêté du 9 décembre 2004 portant admission à la retraite (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (M. Bernard Centlivre).

Page 21936 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

### **J.O n° 300 du 26 décembre 2004**

#### **Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer**

Page 22040 Arrêté du 22 décembre 2004 fixant au titre de l'année 2005 les dates des épreuves écrites de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

#### **Fonction publique et de la réforme de l'Etat**

Page 22040 Arrêté du 22 décembre 2004 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

#### **Culture et communication**

Page 22045 Arrêté du 6 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Page 22045 Arrêté du 13 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la danse.

### **J.O n° 301 du 28 décembre 2004**

#### **Culture et communication**

Page 22125 Arrêté du 2 décembre 2004 complétant l'arrêté du 3 août 2004 relatif au conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art.

Page 22125 Arrêté du 13 décembre 2004 fixant la liste des publications périodiques visées au titre I<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 22125 Arrêté du 15 décembre 2004 fixant les règles d'organisation générale des concours ainsi que la nature et le programme des épreuves des concours organisés en application de l'article 8 du décret n° 2004-763 du 28 juillet 2004 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration dans des corps de fonctionnaires relevant du ministère chargé de la culture d'agents de la Réunion des musées nationaux affectés dans les musées nationaux et aux galeries nationales du Grand-Palais et fixant les conditions d'organisation de concours réservés.

Page 22126 Arrêté du 20 décembre 2004 approuvant une prise de participation financière réalisée par la société France Télévisions.

Page 22126 Arrêté du 20 décembre 2004 approuvant des prises de participation financière réalisées par la société nationale de programme France 5 et la société France Télévisions gestion immobilière.

Page 22154 Arrêté du 15 décembre 2004 portant nomination au conseil d'administration de l'Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs (M. Blaisot Jean-Louis).

Page 22154 Arrêté du 18 décembre 2004 portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure des métiers de l'image et du son (M. Nicolas Marc).

### **J.O n° 302 du 29 décembre 2004**

#### **Economie, finances et industrie**

Page 22211 Arrêté du 17 décembre 2004 pris pour l'application de l'article 137 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle.

#### **Culture et communication**

Page 22234 Décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement.

### **J.O n° 303 du 30 décembre 2004**

#### **Culture et communication**

Texte n° 122 Décret n° 2004-1481 du 23 décembre 2004 modifiant le décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application des articles 27, 33 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision.

Texte n° 123 Décret n° 2004-1482 du 23 décembre

2004 modifiant le décret n° 2001-1332 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 28 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique dont le financement fait appel à une rémunération de la part des usagers au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Texte n° 124 Décret du 23 décembre 2004 portant délégation de signature (direction de l'architecture et du patrimoine).

Texte n° 125 Arrêté du 14 décembre 2004 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation).

Texte n° 126 Arrêté du 23 décembre 2004 pris pour l'application du deuxième alinéa du II de l'article 11 du décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision.

Texte n° 177 Arrêté du 13 décembre 2004 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (M. Poncet Philippe).

Texte n° 177 Arrêté du 13 décembre 2004 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (M. Rochas Philippe).

Texte n° 178 Arrêté du 15 décembre 2004 portant nomination des diplômés de l'atelier national d'art textile de l'école nationale supérieure de création

industrielle, sessions 2002, 2003 et 2004.

### **J.O n° 304 du 31 décembre 2004**

Page 22459 Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005.

Page 22522 Loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004.

Page 22567 Loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 22587 Arrêté du 23 décembre 2004 fixant au titre de l'année 2004 le contingent de postes offerts au recrutement de magasiniers spécialisés des bibliothèques.

Page 22587 Arrêté du 23 décembre 2004 fixant au titre de l'année 2004 le contingent de postes offerts au recrutement de bibliothécaires.

### **Economie, finances et industrie**

Page 22634 Décret n° 2004-1496 du 30 décembre 2004 de répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2005 (Culture et communication).

### **Culture et communication**

Page 22771 Décret n° 2004-1531 du 30 décembre 2004 modifiant le décret n° 94-353 du 29 avril 1994 fixant les conditions exceptionnelles d'intégration dans des corps de fonctionnaires de catégorie B d'agents non titulaires du ministère chargé de la culture.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN (Q) n° 44 du 2 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Francis Falala sur la mise en place d'un **centre national de ressources des arts visuels en Ile-de-France**.

(Question n° 35906-16.03.2004).

- M. Marc Le Fur sur les **démarches «Qualité»** engagées par **Radio France** et les projets dans ce domaine.

(Question n° 36471-30.03.2004).

- MM. Claude Goasguen et Bruno Bourg-Broc sur les **résultats** de la mise en œuvre de la **loi** relative au **mécénat** et sur les mesures permettant son développement.

(Questions n° 44358-20.07.2004 ; 46402-14.09.2004).

#### JO AN (Q) n° 45 du 9 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- MM. Jean-Claude Lefort, Yves Cochet, Axel Poniatowski et Damien Meslot, Mme Valérie Pécresse, MM. Thierry Mariani, Pierre Morange, Serge Blisko, Julien Dray et Manuel Valls sur la **gestion** du **Grand-Palais** qui devrait être confié à un acteur **privé** et sur les revendications des **sociétés d'artistes** qui souhaitent le maintien de l'**autorité de l'Etat** sur l'**aile sud** du Grand-Palais pour leur permettre de continuer à exposer leurs œuvres au public dans de bonnes conditions.

(Questions n° 40959-08.06.2004 ; 41529-15.06.2004 (Question transmise) ; 41692-16.06.2004 ; 42104-22.06.2004 ; 42215-22.06.2004 ; 42238-22.06.2004 ; 42639-29.06.2004 ; 42921-29.06.2004 ; 44056-20.07.2004 ; 44577-27.07.2004 ; 45586-10.08.2004).

- M. Bernard Perrut sur les **difficultés** rencontrées par les propriétaires désireux de **restaurer** leur **immeuble** situé à **proximité** d'un **monument historique**, en raison des contraintes imposées par les architectes des Bâtiments de France.

(Question n° 46345-07.09.2004).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'état et les perspectives de l'**application** de la **loi** relative aux **musées de France**, en ce qui concerne le **transfert** de propriété des **œuvres** aux communes.

(Question n° 46730-14.09.2004).

#### JO AN (Q) n° 46 du 16 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les solutions à envisager pour une meilleure **desserte** de la commune de **Lafrimbolle** par les **réseaux hertziens** de **télévision**.

(Question n° 26007-06.10.2003).

- M. André Thien Ah Koon sur les mesures prévues pour le développement du **sous-titrage** des **émissions télévisées** sur le **Réseau France Outre-mer** (RFO).

(Question n° 36339-23.03.2004).

- Mme Anne-Marie Comparini sur les moyens de garantir une meilleure protection des **droits** et des **intérêts** des **auteurs** et une plus grande transparence dans leurs relations avec les maisons d'édition, les éditeurs imposant trop souvent la **publication** à compte d'auteurs qui limite leur prise de risque.

(Question n° 38101-27.04.2004).

- M. Philippe Houillon sur les mesures à prendre pour inciter les **collectivités territoriales** à embaucher le **personnel** de l'**Inventaire** national, **transféré** aux régions en application de la **loi** sur la **décentralisation**, notamment les personnels du **secteur associatif**.

(Question n° 46749-21.09.2004).

- MM. Daniel Prévost et Gilbert Le Bris sur les mesures à prendre pour empêcher la décomposition du monde festivalier en France, conséquences de l'obligation de payer la **taxe** sur les **spectacles de variétés**, au taux non négligeable de 3,5 % sur la recette hors taxe des entrées payantes.

(Questions n° 46760-21.09.2004 ; 46761-21.09.2004).

#### JO AN (Q) n° 47 du 23 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- MM. Michel Bouvard, Jérôme Rivièrre, Jean Tiberi, Jean-Claude Bois, Dominique Paillé, Jean-Luc Warsmann et Dino Cinieri sur le projet d'une grande **chaîne d'information internationale**, nécessaire pour l'exercice de la liberté d'expression et de la presse et indispensable pour le rayonnement de la France ; sur le **financement** du premier budget, le montant du **budget annuel** et l'éventuelle participation de l'Etat dans le capital de la future chaîne.

(Questions n° 40200-01.06.2004, 40843-08.06.2004, 43873-13.07.2004, 45256-03.08.2004, 45481-

03.08.2004, 45995-24.08.2004, 47660-28.09.2004, 48648-12.10.2004).

- M. Yvan Lachaud sur la possibilité d'introduire une **exception** au profit de l'**enseignement supérieur** et de la **recherche** dans la **transposition** en droit français de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information afin d'éviter les importantes répercussions financières. (Question n° 45307-03.08.2004).

- M. Patrick Roy sur le manque de **représentation** des **populations** françaises d'**origine immigrée** à l'antenne des chaînes de **télévision** et les mesures prévues pour y remédier (Question signalée). (Question n° 45716-10.08.2004).

- M. Claude Goasguen sur la position du ministre concernant la décision du **musée du Louvre** de supprimer la **gratuité d'accès** aux **enseignants** sauf ceux qui enseignent les arts plastiques et l'histoire de l'art ; les autres enseignants ne bénéficient de la gratuité qu'à condition d'avoir accompagné des élèves au musée au moins une fois dans l'année (Question transmise). (Question n° 48134-05.10.2004).

- M. Claude Goasguen sur la position du ministre concernant la décision du **musée du Louvre** de supprimer la **gratuité d'accès** aux **enseignants** sauf ceux qui enseignent les arts plastiques et l'histoire de l'art ; les autres enseignants ne bénéficient de la gratuité qu'à condition d'avoir accompagné des élèves au musée au moins une fois dans l'année. (Question n° 48135-05.10.2004).

#### JO AN (Q) n° 48 du 30 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Godfrain sur la possibilité d'étendre au vendredi les **Journées du patrimoine**, pour les écoles, collèges et lycées. (Question n° 41087-08.06.2004).

- M. Jean-Marc Nesme sur la **diffusion**, à des heures de grande écoute, d'**émissions** de société intellectuellement très **pauvres et dépravées**. (Question n° 42918-29.06.2004).

- M. Alain Bocquet sur la possibilité de maintenir la **gratuité d'accès** des **enseignants** aux **musées nationaux**, sans la condition d'avoir accompagné des élèves au musée au moins une fois dans l'année. (Question signalée et transmise). (Question n° 46623-14.09.2004).

- MM. William Dumas et Joël Giraud sur la possibilité de maintenir la **gratuité d'accès** des **enseignants** aux **musées nationaux**, sans la condition d'avoir

accompagné des élèves au musée au moins une fois dans l'année. (Questions transmises).

(Questions n° 46838-21.09.2004 ; 48119-05.10.2004).

- MM. Jean-Pierre Le Ridant et Jean-Luc Warsmann sur les mesures à prendre pour éviter l'augmentation du **volume sonore** des **publicités** à la **télévision**, en application du décret du 27 mars 1992.

(Questions n° 46884-21.09.2004 ; 47676-28.09.2004).

- M. Daniel Paul sur la possibilité de maintenir la **gratuité d'accès** des **enseignants** aux **musées nationaux**, sans la condition d'avoir accompagné des élèves au musée au moins une fois dans l'année.

(Question n° 47320-28.09.2004).

- M. Jean-Marc Roubaud sur les dispositions à prendre pour protéger, contre le **vol**, les **œuvres d'art** dans les **musées français**. (Question transmise).

(Question n° 47440-28.09.2004).

- M. Claude Gaillard sur les mesures envisagées pour éviter l'**exclusion** des **radios associatives** à l'occasion des **campagnes d'intérêt général**.

(Question n° 47791-05.10.2004).

- Mme Martine Carrillon-Couvreux sur les mesures envisagées pour permettre aux **aveugles** et **malvoyants** d'accéder à la **lecture**. (Question transmise).

(Question n° 47917-05.10.2004).

- MM. Eric Raoult et Jean-Luc Warsmann sur le **succès du livre de poche** et les mesures envisagées pour stabiliser son **prix**.

(Questions n° 48017-05.10.2004 ; 49773-26.10.2004).

- M. Pierre-Louis Fagniez sur l'**accès** des **personnes handicapées** aux **œuvres cinématographiques**, suite à l'expérience du cinéma l'Arlequin à Paris qui a mis à disposition, pour les malvoyants, un casque à infrarouge pour décrire les actions des personnages, et pour les malentendants des sous-titres en gros caractères.

(Question n° 48033-05.10.2004).

#### JO AN (Q) n° 49 du 7 décembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Maxime Gremetz sur les **conséquences**, pour le **patrimoine culturel**, de la **loi** relative aux libertés et **responsabilités locales** (Question transmise). (Question n° 44872-03.08.2004).

- M. Marc Le Fur sur la répartition géographique du **produit** de la **taxe parafiscale** sur les **spectacles**, affecté au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz et à l'Association pour le soutien du théâtre privé pour 2002 et 2003.

(Question n° 47570-28.09.2004).

**JO AN (Q) n° 50 du 14 décembre 2004**

Réponse aux questions de :

- M. André Thien Ah Koon sur l'**insuffisance de représentativité** de l'ensemble des différentes composantes **ethniques** de la société française, à la **télévision**.

(Question n° 39663-18.05.2004).

- MM. Christian Paul et Manuel Valls sur les conséquences des **concentrations financières** dans la **presse écrite**.

(Questions n° 43027-06.07.2004 ; 43028-06.07.2004).

- M. Alain Merly sur le déficit de **médiatisation** du **rugby** à treize.

(Question n° 45761-10.08.2004).

- M. Patrick Bloche sur l'utilisation de la **musique** dans les **livres sonores** destinés aux **malvoyants**.

(Question n° 46445-14.09.2004).

- M. Philippe Houillon sur le devenir du **patrimoine** de l'**Imprimerie nationale**.

(Question n° 46854-21.09.2004).

- Mme Nathalie Kosciusko-Moriset sur les règles de **TVA** applicable aux **ventes d'antiquités hors de l'Union européenne**.

(Question n° 46998-21.09.2004).

- M. Patrick Roy sur l'**absence de gratuité** de la visite du **musée du Louvre** pour les **enseignants** n'étant pas spécialisés en histoire de l'art. (Question transmise).

(Question n° 48505-12.10.2004).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'**insuffisance de représentativité** de l'ensemble des différentes composantes **ethniques** de la société française, à la **télévision**.

(Question n° 49407-26.10.2004).

- M. Jacques Myard sur la **disparition** de l'**opérette** dans les programmations des **théâtres nationaux**.

(Question n° 49697-26.10.2004).

- M. Joël Giraud sur les conséquences de la **réforme** de l'**assurance chômage** des **intermittents** du spectacle.

(Question n° 49720-26.10.2004).

**JO AN (Q) n° 51 du 21 décembre 2004**

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Marc Roubaud sur la **facturation** des numéros de **téléphone** dont l'indicatif est **0 800**.

(Question transmise).

(Question n° 28119-10.11.2003).

- Mme Ségolène Royal sur la **création** d'une **chaîne française d'information internationale**. (Question signalée).

(Question n° 46640-14.09.2004).

**JO AN (Q) n° 52 du 28 décembre 2004**

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Marc Nudant sur la **situation** des **associations** au regard de la **perception** des **droits** par la **SACEM**.

(Question n° 33067-03.02.2004).

- M. Dominique Richard sur les mesures envisagées pour l'amélioration du **financement** de la **création audiovisuelle** française.

(Question n° 34547-02.03.2004).

- M. Jean-Pierre Blazy sur les conséquences de la **transposition** en droit français de la **directive européenne** relative au **droit d'auteur** et droits voisins pour les **journalistes**.

(Question n° 35740-16.03.2004).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la **protection** des **mineurs** contre la diffusion d'**images violentes** et **pornographiques** à la **télévision**.

(Question n° 39153-11.05.2004).

- M. Germinal Peiro sur les **amendements** déposés dans le cadre des discussions sur la loi dite «paquet Télécom» qui autoriseraient **TF1** et **M6** à s'opposer à leur **diffusion** par des **réseaux concurrents**.

(Question n° 42384-29.06.2004).

- Mme Christiane Taubira sur l'**intégration** de **Radio France Outre-mer** au sein de **France Télévisions**.

(Question n° 42795-29.07.2004).

- Mme Chantal Robin-Rodrigo et M. Nicolas Perruchot sur le **piratage** d'**œuvres cinématographiques** et **musicales** par le biais d'**Internet**.

(Questions n° 45194-03.08.2004 ; 47628-28.09.2004).

- MM. Gilles Cocquempot et Philippe Cochet sur la **situation** des **associations** au regard de la **perception** des **droits** par la **SACEM**.

(Questions n° 47226-28.09.2004 ; 40041-02.11.2004).

- M. Léonce Deprez sur la **date** prévue d'inscription à l'**ordre du jour** des travaux de l'Assemblée nationale du **projet de loi** relatif au **droit d'auteur** et aux droits voisins dans la société de l'information.

(Question n° 47451-28.09.2004).

- M. Roland Chassain sur l'absence du **Provençal** parmi des **langues régionales** répertoriées par la DGLFLF.

(Question n° 47564-28.09.2004).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le développement de la **réception** de la **télévision** par **ADSL**.

(Question n° 47671-28.09.2004).

- M. Michel Charzat sur l'ouverture du futur **Centre des archives nationales**.

(Question n° 47922-05.10.2004).

- M. Jean-Marie Geveaux sur les **atteintes** portées à la **convention** signée entre le comité d'organisation



des **Jeux olympiques** et le gouvernement français en vue d'assurer une **présence** de la **langue française** conforme aux dispositions de l'article 27 de la charte olympique.

(Question n° 48448-12.10.2004).

- M. Jean-Marc Nesme sur l'**accès libre**, pour les **mineurs**, à certains **jeux vidéo**, **DVD** ou **cassettes vidéo** très **violents**.

(Question n° 50051-02.11.2004).

- M. Jean-François Régère sur les moyens d'enrayer le **désintérêt** grandissant des **jeunes** pour la lecture de la **presse écrite**.

(Question n° 50242-02.11.2004).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le mode de **calcul** de la **redevance d'archéologie préventive**.

(Question n° 50494-09.11.2004).

## SENAT

### JO S (Q) n° 44 du 4 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur le **bilan** de la **loi sur le mécénat**, aux associations et aux fondations.

(Question n° 13550-12.08.2004).

- M. Philippe Madrelle sur les **problèmes financiers** rencontrés suite à l'**application** de la **loi sur l'archéologie préventive**, notamment le **calcul** de la **redevance**.

(Question n° 13906-30.09.2004).

### JO S (Q) n° 44 du 4 novembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Masson sur les **solutions** pour la **desserte** de la commune de **Lafrimbole** par les réseaux hertziens de **télévision**.

(Question n° 9290-09.10.2003).

- M. Hubert Haenel sur les difficultés d'application de la loi sur l'**archéologie préventive**, notamment concernant la procédure de **marchés publics** avec mise en **concurrence** pour l'attribution des marchés de **fouilles** archéologiques à un **opérateur agréé** par le ministère de la culture.

(Question n° 10640-29.01.2004).

- M. Michel Moreigne sur la **politique** en faveur de la **tapiserie d'Aubusson**.

(Question n° 13766-16.09.2004).

### JO S (Q) n° 46 du 18 novembre 2004

Réponse à la question de :

- M. Ivan Renar sur les possibilités d'une **aide** financière **supplémentaire** de l'Etat à l'**orchestre Lamoureux**.

(Question n° 13925-30.09.2004).

### JO S (Q) n° 49 du 9 décembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Masson sur le **droit** de **propriété** concernant les **photographies** de **monuments** depuis la voie publique.

(Questions n° 5111-16.01.2004 ; 14267-21.10.2004).

- M. Louis Souvet sur la possibilité de **modifier** le **stage** effectué par les **attachés de conservation**.

(Questions n° 8665-31.07.2003 ; 11439-18.03.2004).

- M. Louis Souvet sur les conditions d'**organisation** de **concours** de **conservateur du patrimoine scientifique, technique et naturel**.

(Questions n° 8752-31.07.2003 ; 11438-18.03.2004).

### JO S (Q) n° 50 du 16 décembre 2004

Réponse aux questions de :

- MM. Ivan Renar et Jean-Louis Masson sur les mesures à prendre pour la défense du **pluralisme** dans le secteur de la **presse écrite**, face aux mouvements de concentration et de restructuration.

(Questions n° 12918-08.07.2004 ; 13160-16.07.2004).

- M. Marcel Vidal sur la **rémunération** de deux personnes pour le poste de **directeur de l'Opéra de Paris**.

(Question n° 14269-21.10.2004).

### JO S (Q) n° 51 du 23 décembre 2004

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur la **lutte** contre l'**utilisation abusive** des **intermittents du spectacle**.

(Question n° 11790-22.04.2004).

- M. Alain Vasselle sur le paiement d'une **redevance** à la **SACEM** au titre des droits d'auteur pour les **chambres d'hôtes**.

(Question n° 12535-10.06.2004).

- Mme Françoise Henneron sur la situation des **associations** au regard de la **perception** des droits par la **SACEM**.

(Question n° 13574-26.08.2004).

- M. Marcel Vidal sur la **politique budgétaire** de **restauration** des **orgues** en Languedoc-Roussillon.

(Question n° 13950-30.09.2004).

- M. Jean-Louis Masson sur le mode de **calcul** de la **redevance d'archéologie préventive**.

(Question n° 14485-04.11.2004).

### JO S (Q) n° 52 du 30 décembre 2004

Réponse à la question de :

- M. Marcel Vidal sur les moyens d'arrêter le développement d'**émissions** de **télé-réalité**.

(Question n° 12044-13.05.2004).

## Divers

### **Règlement particulier du 10 novembre 2004 applicable aux visiteurs du musée national de la Renaissance.**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement du 24 octobre 2000.

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Le présent règlement est applicable aux visiteurs du musée, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées,

- 1 - aux visiteurs ;
- 2 - aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains locaux pour des réunions, réceptions, conférences, concerts, spectacles ou cérémonies diverses ;
- 3 - à toute personne étrangère au service présente dans l'établissement pour des motifs professionnels.

#### **Titre 1<sup>er</sup> - Accès au musée**

**Art. 2.** - Le musée est ouvert tous les jours, sauf le mardi, le 1<sup>er</sup> janvier, le 1<sup>er</sup> mai et le 25 décembre :

- du 16 avril au 30 septembre de 9h30 à 12h45 et de 14h00 à 17h45,
- du 1<sup>er</sup> octobre au 15 avril de 9h30 à 12h45 et de 14h00 à 17h15.

La vente des titres d'accès cesse à 11h15 le matin ; trente minutes avant la fermeture le soir. L'entrée dans le musée est suspendue 15 minutes avant la fermeture méridienne et 15 minutes avant la fermeture le soir.

L'évacuation des salles commence à l'heure de fermeture.

**Art. 3.** - Des textes applicables à l'ensemble des musées nationaux fixent le montant du droit d'entrée et les conditions dans lesquelles certains visiteurs peuvent bénéficier de la gratuité ou d'un tarif réduit.

**Art. 4.** - L'entrée et la circulation dans le bâtiment sont subordonnées à la possession d'un titre d'accès : ticket délivré par une caisse, carte ou laissez-passer établi par une autorité habilitée.

Les visiteurs ne doivent pas se dessaisir de ce titre, la présentation pouvant en être demandée à tout moment.

La fermeture d'une partie des salles n'entraîne pas le remboursement du billet.

**Art. 5.** - Les fauteuils roulants pour handicapés sont admis au rez-de-chaussée, aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages. Ils ne sont pas admis dans les sous-sols et les combles.

La direction de l'établissement décline toute responsabilité pour les dommages éventuellement causés par ces véhicules ou subis par leurs occupants.

**Art. 6.** - Il est interdit d'introduire dans l'établissement :

- 1 - des objets dangereux, nauséabonds, excessivement lourds ou encombrants ;
- 2 - des substances explosives, inflammables ou volatiles ;
- 3 - des armes et des munitions ;
- 4 - des œuvres d'art et objets d'antiquité ;
- 5 - des animaux à l'exception des chiens guides d'aveugles portant le harnais et le label de dressage ;
- 6 - des aliments et boissons.

**Art. 7.** - Pour des motifs de sécurité, il peut être demandé aux visiteurs d'ouvrir sacs et paquets et d'en présenter, à la requête du personnel, le contenu à l'entrée ou à la sortie comme à tout endroit du musée.

**Art. 8.** - Le refus de déférer aux dispositions des articles 4, 6 et 7 ci-dessus entraîne l'interdiction d'accès au musée, l'éviction immédiate ou l'appel aux services de la gendarmerie.

#### **Titre 2 - Vestiaire**

**Art. 9.** - L'accès des salles d'expositions est subordonné au dépôt obligatoire :

- 1 - des cannes, des parapluies, et de tous objets pointus, tranchants ou contondants ; les cannes et parapluies munis d'un embout sont toutefois autorisés pour les personnes âgées ou infirmes ;
- 2 - des valises, serviettes, sacs à dos, sacs à provisions et autres bagages, à l'exception des sacs à main de format courant et des pochettes transparentes ;
- 3 - des reproductions et moulages.

Un vestiaire muni de consignes est mis gratuitement à la disposition des groupes des visiteurs pour y déposer vêtements, couvre-chefs, bagages et autres objets, dans les conditions et sous les réserves ci-après :

Ne doivent pas être déposés au vestiaire :

- 1 - les sommes d'argent et les titres ;
- 2 - les chèquiers et les cartes de crédit ;
- 3 - les objets de valeur, notamment les bijoux ;
- 4 - les matériels photographiques, cinématographiques et audiovisuels, à l'exception des pieds ou supports ;
- 5 - Le matériel informatique et les téléphones portables.

Les dépôts effectués en méconnaissance du présent article se feraient aux risques et périls du déposant.

**Art. 10.** - Les objets trouvés dans le musée sont portés au poste de sécurité et d'accueil. Ils peuvent être retirés sur description et présentation d'une pièce d'identité. Après expiration d'un délai de 8 jours, ils doivent être réclamés à la gendarmerie d'Ecouen.

Les bagages ou colis fermés, abandonnés dans le musée hors du vestiaire et paraissant présenter un danger pour la sécurité du musée, pourront être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

**Art. 11.** - Un registre est à la disposition des visiteurs au comptoir d'accueil pour qu'ils puissent y exprimer librement leurs commentaires et, s'ils le souhaitent, une réponse à l'adresse indiquée.

### **Titre 3 - Comportement général des visiteurs**

**Art. 12.** - Une parfaite correction est exigée tant vis-à-vis du personnel que de toute personne présente dans l'établissement.

Les visiteurs doivent se présenter dans une tenue correcte. Il est en particulier interdit de circuler dans le musée pieds nus ou torse nu.

**Art. 13.** - Il est interdit d'effectuer toute action portant atteinte à la sécurité des œuvres et aux bonnes conditions de la visite et notamment :

- 1 - de toucher aux œuvres et au décor ;
- 2 - de franchir les barrières et dispositifs destinés à contenir le public ;
- 3 - de s'appuyer sur les vitrines, les socles et autres éléments de présentation ;
- 4 - d'apposer des graffitis, inscriptions, marques ou salissures ;
- 5 - de fumer, manger ou boire en dehors des lieux spécialement aménagés à cet effet et de mâchonner de la gomme chewing-gum, ou autres produits similaires dans l'ensemble du musée ;
- 6 - de jeter à terre des papiers ou détritiques ;
- 7 - de gêner les autres visiteurs par toute manifestation bruyante ;
- 8 - de se livrer à des courses, bousculades, glissades ou escalades ;

- 9 - de procéder à des quêtes ;
- 10 - de se livrer à tout commerce, publicité ou propagande ;
- 11 - de gêner la circulation des autres visiteurs et d'entraver les passages et issues (notamment en s'asseyant dans les escaliers) ;
- 12 - d'abandonner, même quelques instants, des objets personnels ;
- 13 - de manipuler sans motif un boîtier bris de glace ou des moyens de secours (extincteurs, robinets d'incendie armé, postes téléphoniques, etc.) ;
- 14 - d'ouvrir les portes, fenêtres, rideaux etc.

Les interdictions portées aux points 1 et 2 ci-dessus peuvent faire l'objet de dérogations individuellement consenties par le directeur du musée.

### **Titre 4 - Dispositions relatives aux groupes**

**Art. 14.** - Les visites de groupe s'effectuent sous la conduite d'un responsable qui s'engage à faire respecter l'ordre et la discipline du groupe ainsi que l'ensemble du présent règlement.

**Art. 15.** - Dans l'intérêt des participants et pour leur sécurité, l'effectif de chaque groupe ne peut excéder 30 personnes. En cas de présence de plusieurs accompagnateurs, l'un joue le rôle de serre-file.

Pour les groupes scolaires, il est recommandé un accompagnateur pour dix enfants de l'école primaire et un pour quinze enfants à partir du collège.

**Art. 16.** - Les visites guidées et la prise de parole en public se font exclusivement sous la conduite des personnes désignées ci-après et portant leur badge :

- 1 - les conservateurs des musées français ou étrangers, titulaires d'une carte professionnelle ;
- 2 - les conférenciers et guides interprètes titulaires de la carte professionnelle ;
- 3 - le personnel d'accueil et de surveillance habilité ;
- 4 - les guides interprètes titulaires de la carte professionnelle de guide, ainsi que les guides auxiliaires porteurs d'une autorisation préfectorale en cours de validité ;
- 5 - les membres de l'enseignement avec leurs élèves ;
- 6 - les personnes autorisées par le directeur des musées de France ou par le directeur du musée.

**Art. 17.** - Les groupes ne doivent en aucun cas gêner les autres visiteurs. Chaque membre du groupe demeure à proximité du responsable. Ils doivent se conformer aux prescriptions des agents d'accueil et de surveillance. Ces personnels sont habilités à interdire la prise de parole.

**Art. 18.** - Le directeur du musée peut, à tout moment, restreindre les conditions d'accès et de visite des groupes, pour des raisons de sécurité.

### **Titre 5 - Prises de vues, enregistrements, copies et enquêtes**

**Art. 19.** - Dans les salles d'exposition permanente, les œuvres peuvent être photographiées ou filmées sans pied ni flash pour l'usage privé de l'opérateur. En cas contraire, une autorisation est à demander au directeur du musée.

S'agissant des expositions temporaires, les prises de vues sont interdites, sauf indication contraire affichée à l'entrée.

**Art. 20.** - L'usage du flash ou des lampes à incandescence, des pieds ou supports sont soumis à l'autorisation du directeur du musée.

**Art. 21.** - Les installations et équipements techniques ne peuvent pas être photographiés, filmés ou enregistrés sauf autorisation écrite du directeur.

Tout enregistrement ou prise de vue du personnel ou du public nécessite l'autorisation du directeur et l'accord des intéressés.

Le musée décline toute responsabilité vis-à-vis d'un tiers en cas d'infraction à ces dispositions.

**Art. 22.** - Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, la photographie professionnelle, le tournage de films, l'enregistrement d'émissions radiophoniques ou de télévision sont soumis à la réglementation particulière établie pour l'ensemble des musées nationaux.

**Art. 23.** - L'exécution de copies d'œuvres du musée est soumise à l'autorisation du directeur.

Les bénéficiaires sont tenus de se conformer à la réglementation en vigueur et aux prescriptions particulières qui leur sont communiquées en ce qui concerne, notamment, la protection des œuvres à copier, le bon ordre et les droits de reproduction éventuels.

**Art. 24.** - Enquête ou sondage d'opinion auprès des visiteurs et des membres du personnel est soumis à l'autorisation écrite du directeur.

### **Titre 6 - Sécurité des personnes, des œuvres et du bâtiment**

**Art. 25.** - L'établissement est placé sous vidéosurveillance.

**Art. 26.** - Les visiteurs s'abstiennent de tout acte susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens.

Ils doivent en signaler immédiatement à l'agent d'accueil et de surveillance le plus proche tout accident ou événement anormal.

**Art. 27.** - En cas de début d'incendie, d'accident ou de malaise, le plus grand calme doit être observé.

L'incident doit être signalé immédiatement à l'agent d'accueil et de surveillance le plus proche. Le matériel d'alerte doit être enclenché.

Si l'évacuation du bâtiment est décidée par le directeur ou son représentant, elle s'effectue dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel d'accueil et de surveillance, conformément aux consignes.

**Art. 28.** - En cas d'accident ou de malaise, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours.

Si, parmi les visiteurs, un médecin, un infirmier ou un secouriste justifiant son titre intervient, il doit demeurer auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation ; il doit laisser son nom et son adresse à l'agent d'accueil et de surveillance présent.

**Art. 29.** - Tout enfant égaré est conduit au poste de sécurité et d'accueil du musée.

**Art. 30.** - Aucune œuvre exposée ne doit être enlevée ou déplacée en présence du public pendant les heures d'ouverture du musée. Tout visiteur qui serait témoin de l'enlèvement d'une œuvre est habilité à donner l'alerte et à intervenir spontanément. Chacun est tenu de prêter main-forte au personnel du musée lorsque le concours des visiteurs est requis.

**Art. 31.** - En cas de tentative de vol dans le musée ou de dégradation, des dispositions d'alerte sont prises, comportant, notamment, la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

**Art. 32.** - En cas d'affluence excessive, de troubles et de toute situation de nature à compromettre la sécurité des personnes ou des biens, le directeur peut faire procéder à la fermeture totale ou partielle du musée ou à la modification des horaires d'ouverture.

Le directeur est habilité à prendre les mesures imposées par les circonstances.

## **Titre 7 - Respect du règlement**

**Art. 33.** - Les visiteurs sont tenus de déférer aux directives qui leur sont adressées par le personnel pour des motifs de service.

**Art. 34.** - Le refus d'appliquer les prescriptions du présent règlement expose le contrevenant à l'expulsion de l'établissement et, le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

**Art. 35.** - Quiconque aura intentionnellement mutilé, dégradé ou menacé d'endommager le musée, ses collections ou les objets destinés à son entretien et à sa

mise en valeur s'expose à des poursuites en application des articles 322-1 et 322-2 du nouveau code pénal.

**Art. 36.** - Le directeur et l'ensemble des personnels, notamment les agents chargés de l'accueil et de la surveillance, sont responsables de l'application du présent règlement.

**Art. 37.** - La connaissance du présent règlement est portée au public par voix d'affichage et peut être adressé par courrier.

La directrice des musées de France,  
Francine Mariani-Ducray  
Le directeur du musée national de la Renaissance,  
Alain Erlande-Brandenburg

### Dérogations au délai vidéo

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois de novembre 2004 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre	N° du visa	Editeur	Date de dérogation
VAN HELSING .....	110 411 ..	UNIVERSAL PICTURES VIDEO ...	05/11/04
DICKIE ROBERTS, EX ENFANT STAR .....	110 177 ..	PARAMOUNT HE .....	12/11/04
P'TIT CURIEUX (LE) .....	107 571 ..	OPENING .....	16/11/04
PEOPLE JET SET 2 .....	106 473 ..	SND .....	19/11/04
KILL BILL VOL, 2 .....	110 476 ..	TF1 VIDEO .....	25/11/04
MAMBO ITALIANO .....	110 445 ..	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	25/11/04
CLEFS DE BAGNOLE (LES) .....	106 172 ..	UNIVERSAL PICTURES VIDEO ...	01/12/04
TREIZE A LA DOUZAINES .....	109 644 ..	FOX PATHE EUROPA .....	01/12/04 (Cheaper by the dozen)
HARRY POTTER ET LE PRISONNIER D'AZKABAN .....	110 535 ..	WARNER HV .....	02/12/04
MONSTER .....	110 221 ..	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	02/12/04
CARANDIRU .....	110 561 ..	COLUMBIA TRISTAR HV .....	07/12/04
CLANDESTIN .....	107 228 ..	FTD .....	07/12/04
STREET DANCERS (You got served) .....	110 238 ..	COLUMBIA TRISTAR HV .....	07/12/04
OSAMA .....	110 082 ..	MK2 EDITIONS .....	08/12/04
LADYKILLERS .....	110 156 ..	BVHE .....	09/12/04
THE PUNISHER .....	109 933 ..	COLUMBIA TRISTAR HV .....	09/12/04
BROKEN WINGS .....	110 202 ..	DIAPHANA DISTRIBUTION .....	10/12/04
2 SŒURS (A tale of 2 sisters) .....	110 478 ..	WILD SIDE VIDEO .....	16/12/04
AU BOUT DU MONDE A GAUCHE (This world) .....	108 045 ..	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	16/12/04
HONEY .....	110 449 ..	UNIVERSAL PICTURES VIDEO ...	16/12/04
WONDERFUL DAYS .....	110 361 ..	PATHE VIDEO .....	16/12/04
WONDERLAND .....	110 507 ..	METROPOLITAN FILMEXPORT ...	16/12/04
ALMA, LA FIANCÉE DU VENT .....	110 370 ..	CDISCOUNT .....	31/12/04

# Bulletin fficiel



## Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom : .....  
(ou service destinataire)

Adresse complète : .....

Adresse de livraison (si différente) : .....

Téléphone : .....

Profession (2) : .....

Nombre d'abonnements souhaités : ..... x 18,29€ = ..... pour l'année .....

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, Madame Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.